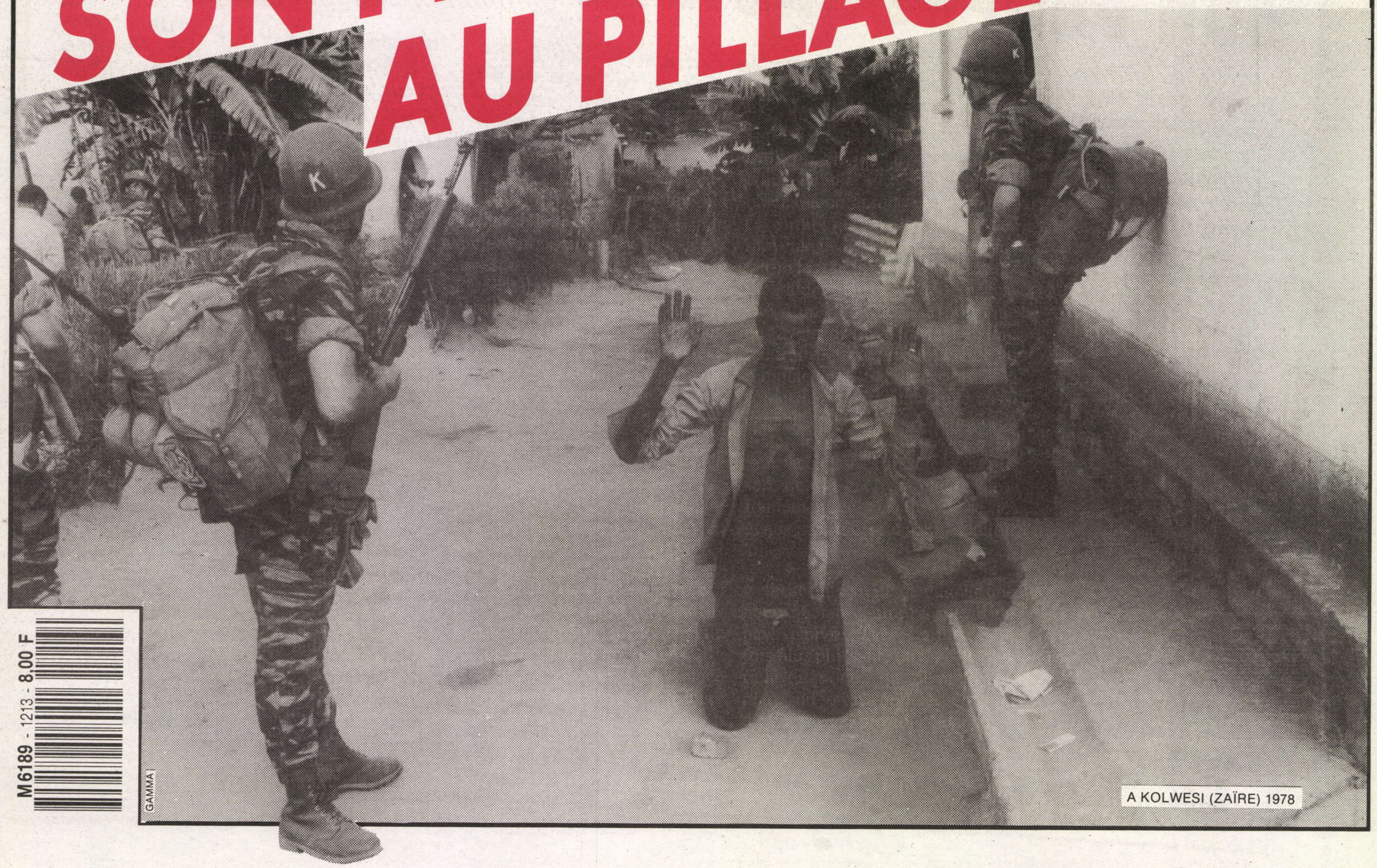
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 213 - 27 septembre 1991 - prix : 8 F

ZAÏRE : L'IMPERIALISME INTERVIENT POUR DEFENDRE SON PROPRE DROIT AU PILLAGE



GAMMA

A KOLWESI (ZAÏRE) 1978

M 6189 - 1213 - 8,00 F

Zaïre

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS INTERVIENT POUR DÉFENDRE SON PROPRE DROIT AU PILLAGE

Les paras français, aux côtés d'un contingent de l'armée belge, sont intervenus au Zaïre. C'est pour, nous dit-on, sauver la vie des ressortissants européens - 4 000 Français, 10 000 Belges - menacés par les soldats zaïrois mutinés, et par la population exaspérée, qui s'attaquaient à leurs biens.

Il s'agirait donc, cette fois encore, d'une mission humanitaire et de rien d'autre, nous répètent les autorités françaises. Certes, il y a peut-être des vies humaines menacées dans la petite communauté blanche qui vit dans ce pays - encore qu'aux premiers jours des événements, on annonçait une trentaine de morts, tous des Noirs, "pillards et mutins" comme les qualifient les journaux, ainsi qu'un soldat français des troupes d'intervention - mais ce n'est pas principalement pour protéger cette communauté européenne que Mitterrand, l'homme de la logique de guerre et des expéditions coloniales, a envoyé ses mercenaires.

La sécurité des ressortissants français n'est qu'un prétexte. Le même que nous resservent à chaque fois les dirigeants de l'impérialisme français pour justifier leurs interventions en Afrique. Car ce n'est pas la première fois que "nos" paras y sont envoyés. Moins pour y sauver des vies humaines que pour sauvegarder des trônes, pour y soutenir des potentats, pour y garantir des régimes qui rivalisent sans peine avec celui de l'Irakien Saddam Hussein, dans leur attitude envers leur population. De Bokassa à Mobutu, ils ont été, ou sont encore, des dictateurs mégalomanes, bouffons mais surtout féroces à l'égard de leur peuple. Voilà les amis, les protégés des présidents français, hier Giscard, aujourd'hui Mitterrand. Du Togo au Gabon, à la République centrafricaine, en passant par le Zaïre déjà en 1977, 1978 et maintenant en 1991, le champ des exploits africains des troupes d'élites françaises est vaste, la liste des expéditions coloniales de la France en Afrique est longue. L'impérialisme français n'a même pas besoin du mandat de l'ONU pour engager ses troupes. Cette hypocrisie-là lui est superflue. Car il s'est arrogé le droit de faire le gendarme dans cette région du monde, du simple fait qu'elle faisait partie, dans le passé, de son domaine colonial. Un passé de brigandage vaut donc aujourd'hui, pour lui, certificat de vertu et brevet de gardien de l'ordre. Les dirigeants français voient d'ailleurs large, puisqu'ils englobent, dans la chasse gardée de la France, le Zaïre qui fut colonie belge, histoire de se pousser du col, et de prendre des airs de puissance planétaire.

On nous parle de ces "pillards" de Kinshasa et d'autres villes du Zaïre, en des termes horrifiés, comme ces gens de la bonne société qui auraient rencontré le diable. Le journal Le Monde du 20 septembre évoque "tous les traîne-misère de la capitale en uniforme ou en guenilles, avec ou sans fusil, qui se seraient (...) donné le mot et livrés, de concert, à la razzia".

Ce n'était pas le diable que l'on rencontrait dans les rues de la capitale zaïroise, simplement la misère, rien que la misère. Une misère qui a pour origine un autre pillage, à une tout autre échelle. A l'échelle de tout un pays, de tout un continent même. Et il ne s'agit pas simplement de celui accompli par le sinistre Mobutu qui, depuis 26 ans qu'il règne sur le Zaïre, grâce au soutien actif de l'impérialisme français, s'est constitué une fortune colossale sur le dos de son peuple - 2,5 milliards de dollars, dit-on. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est rien comparé à ce qui a été récupéré par les grosses sociétés internationales, belges, françaises ou autres. Car le Zaïre est un pays de pauvres, très pauvres - ils sont 39 millions d'habitants et le revenu annuel moyen est de moins de 1500 F par an et par personne - mais qui dispose d'un sous-sol riche, très riche. C'est l'un des premiers producteurs de cuivre du monde, de diamants, et de cobalt . C'est en fait un des gros producteurs des richesses qui sont engrangées dans les banques et les comptes en banque des capitalistes des pays riches.

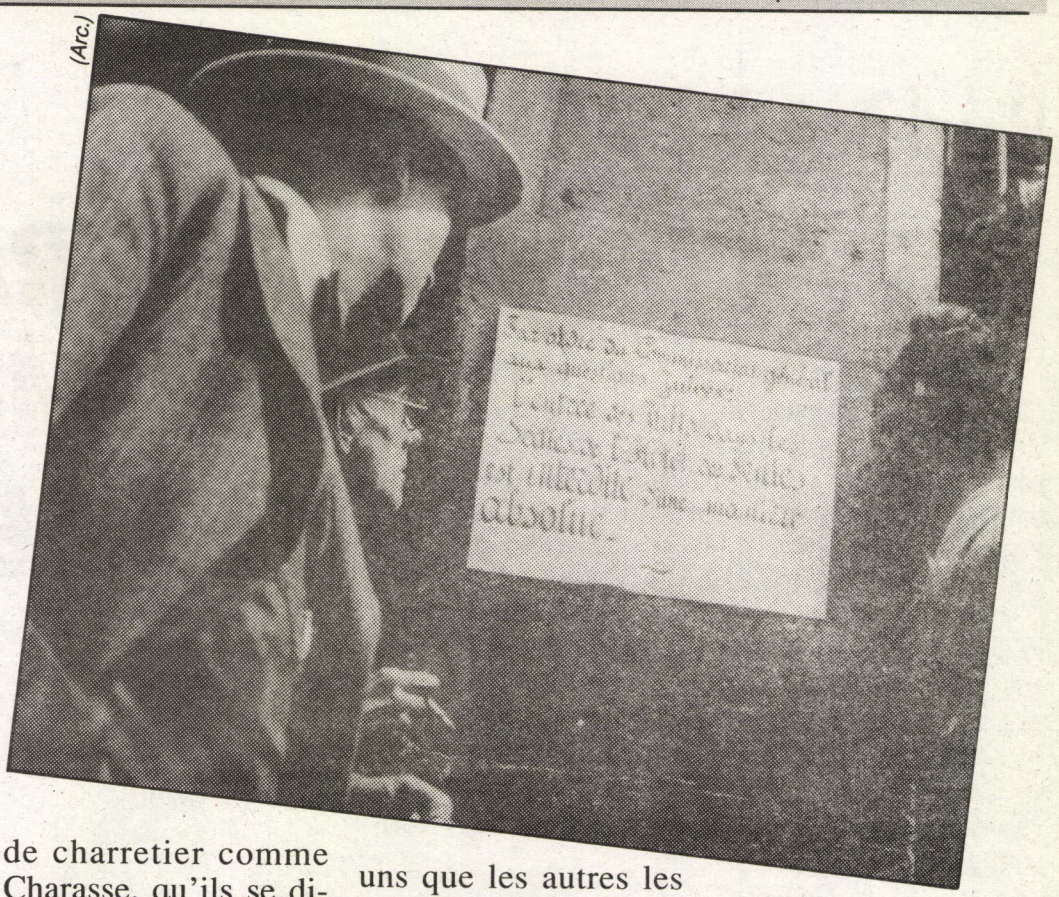
Il ne faut pas chercher plus loin les instigateurs de la colère, d'autres causes à la haine de la population de Kinshasa et des autres villes, d'autres motifs aux pillages, d'autres raisons à une révolte qui effraie les grandes puissances.

Les "paras" francais ne sont pas entrés au Zaïre pour rétablir la justice et la civilisation, mais au contraire pour y maintenir l'injustice, la misère et l'exploitation.

Hors du Zaïre les troupes françaises !

(Lire aussi page 7)

LA LOI DU SANG SELON GISCARD


(Arc.)

Décidément, nos hommes de pouvoir s'y mettent tous, à s'en prendre aux immigrés. Après Chirac qui, le nez au vent, parlait de leur odeur, puis Cresson qui, pour plaire à Chirac, voulait renvoyer par avions spéciaux les immigrés clandestins, voici Giscard qui s'invite à son tour au festin des charognards de la politique.

Dans l'escalade de la bêtise, du mensonge et du racolage électoral, Giscard en a encore rajouté sur Chirac et Le Pen. Il parle "d'invasion", comme si Attila menaçait nos frontières. Les *"pauvres vont pouvoir venir chez les riches"* à cause de la baisse des prix des transports, a-t-il expliqué sans rire dimanche sur TF1. Pour un peu, il se sentirait personnellement menacé, ce pauvre homme riche de Giscard d'Etaing !

Mais il a trouvé un remède à sa peur des pauvres, Giscard : la "loi du sang", c'est-à-dire que, même né en France, on ne pourrait être français que si on a des parents français. A ce compte il n'y aurait que les nobles, comme lui, et encore, qui pourraient se dire français. La loi du "sang bleu" en quelque sorte. Et pourquoi pas la loi de la race, pendant qu'il y est, comme sous Hitler ? Car après tout, cette fameuse loi dite "du sang" n'a été instaurée qu'une seule fois en France : sous Pétain, pendant la dernière guerre. C'est cette loi du sang au nom de laquelle la police française a envoyé dans les camps d'extermination nazis des dizaines de milliers de Juifs ou de Gitans, dont le sang n'était pas considéré comme assez pur... On le voit, il n'y a pas si loin entre les salauds d'hier et ceux d'aujourd'hui, même si ces derniers s'en tiennent encore aux mots !

Giscard ne croit sans doute pas lui-même à ce qu'il dit. Mais ce n'en est que plus répugnant, car ces mots ont été soigneusement pesés et calculés pour essayer de plaire à la clientèle de Le Pen.

En ces temps de chômage et d'appauvrissement des exploités, en ces temps où les bourgeois spéculent et s'enrichissent plus que jamais, la haine de classe des riches contre les pauvres se camoufle en incitation à la haine raciale et à la xénophobie.

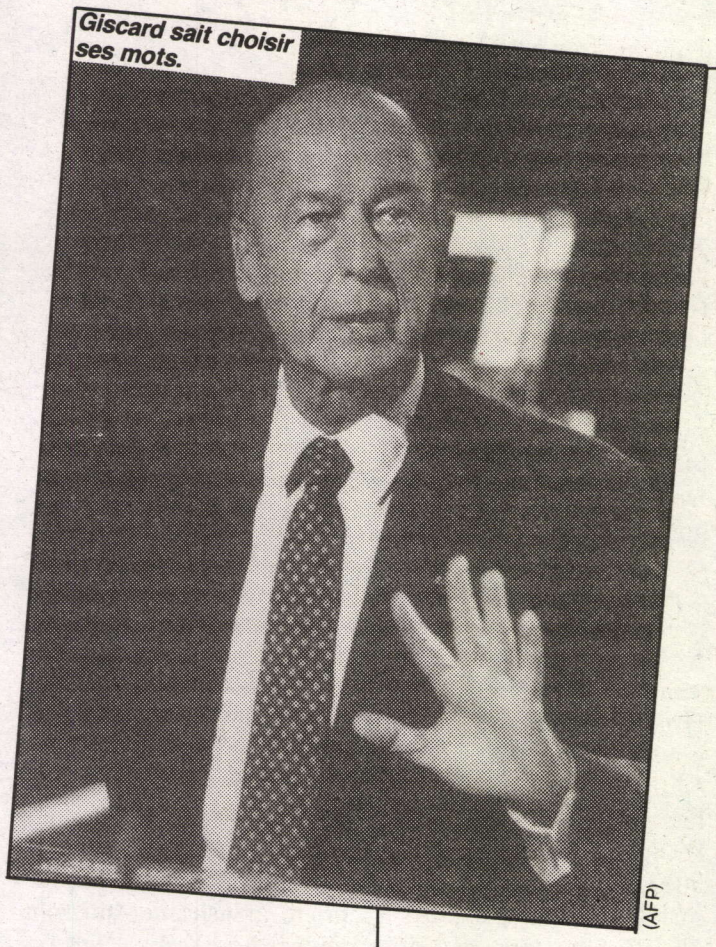
Et il n'y a pas que Giscard, Chirac ou Le Pen, des hommes de droite et d'extrême-droite, pour inciter les exploités à se haïr entre eux ou à haïr plus pauvres et plus démunis qu'eux. Il y a la démagogie anti-immigrés, mais il y a aussi la démagogie anti-chômeurs. Et c'est le ministre socialiste Michel Charasse, cette fois, qui vient de lancer une campagne contre les chômeurs, en mentant effrontément sur les chiffres comme sur la réalité, tout en s'attaquant aux prétendus "faux chômeurs".

Les grandes entreprises multiplient les plans de licenciements, le gouvernement fait cadeau de 12 milliards aux petits et moyens patrons, qui ne créeront pas plus d'emplois pour autant, baisse l'impôt sur les bénéfices et augmente les cotisations des salariés. Mais c'est encore aux victimes, aux chômeurs, que les ministres ont le culot de s'en prendre.

Entre les Giscard et les Charasse, il n'y a d'ailleurs aucune différence de politique. Giscard parlait dimanche dernier comme Le Pen, à l'adresse de ce qu'il croit être le bon peuple. Mais il gardait ses bonnes manières à l'égard du gouvernement actuel, approuvant la politique intérieure comme extérieure de Mitterrand. C'était une façon de dire à l'adresse de la bourgeoisie qu'elle pourrait à nouveau avoir recours à ses services, quand Mitterrand se serait trop usé à la servir. Qu'ils aient un nom à particule comme Giscard d'Estaing, ou qu'ils affectent des postures peuple, exhibent des bretelles et affectionnent un langage de charretier comme Charasse, qu'ils se disent de droite ou se prétendent socialistes, les politiciens de la bourgeoisie haïssent et méprisent autant les uns que les autres les exploités et les électeurs.

Aux travailleurs de ne pas s'y laisser prendre et de rester solidaires entre eux, qu'ils soient chômeurs ou non, français ou immigrés.

Editorial des bulletins d'entreprise du 23/09/1991


Giscard sait choisir ses mots.
(AFP)

L'INVASION DE LA DÉMAGOGIE

Les propos de Giscard d'Estaing concernant le problème de l'immigration ont provoqué, outre une légitime indignation chez tous ceux qui refusent le racisme et la xénophobie, une flopée de commentaires dans le petit monde des politiciens. Résultat qui n'est pas surprenant, car les mots de l'ex-président de la République, polytechnicien de surcroît, étaient soigneusement choisis pour produire cet effet. Evidemment, les arguments développés sur le thème de "l'invasion" et du "droit du sang" n'ont rien à voir, mais absolument rien, avec la vérité ni avec l'histoire. Mais il faut bien dire que les règles de la chasse aux suffrages, celles des safaris électoraux, n'ont qu'un très lointain rapport avec la rigueur et les sciences exactes. Giscard qui, tout le monde le dit, en particulier les gens de son monde, est un homme intelligent, sait bien évidemment tout cela.

Il n'y a pas moins de calculs chez ceux, amis ou adversaires politiques, qui s'indignent des déclarations de Giscard. D'ailleurs on se perd un peu, dans cette affaire, à démêler ceux qui marchent sur les brisées de Le Pen de ceux qui combattent ses idées. Car les censeurs d'aujourd'hui sont parfois ceux qui, hier, tenaient des propos qui avaient une solide odeur de xénophobie.

Il est long , le catalogue de la bêtise démagogique et de ses auteurs, qui fournit aujourd'hui à Le Pen une nouvelle occasion de plastronner et de répéter, goguenard, que tout le monde lui vole ses idées.

Il y a, dans ce monde de politicien, le désir de récupérer les voix de Le Pen, et en même temps la crainte d'effaroucher les électeurs modérés. La vie politicienne n'est décidément pas simple, même si elle s'accommode de recettes simplistes. Du coup, on nous sert cette cuisine peu ragoûtante, voire empoisonnée.

Du coup aussi, on nous abreuve de ces déclarations pas toujours cohérentes, mais calculées, de ces fausses polémiques, autour de vraies ignominies.

Pour quoi ? Tout simplement pour que ces individus réalisent leurs ambitions personnelles.

Il y a urgence, arrêtons l'invasion !

J. P.V.

Budget 1992

LES PATRONS DES GRANDES ENTREPRISES, COMME CEUX DES PETITES, SONT BIEN SERVIS

Le budget 1992 qui a été présenté en Conseil des ministres, avec 1 330 milliards de dépenses, est en hausse de 3,1 % sur le précédent. On peut dire qu'en gros, compte tenu de l'inflation, il est identique à celui de l'année précédente. Il y aura un peu plus pour l'Education nationale (262 milliards : + 5,7 % et à peine moins pour le budget militaire (238 milliards : + 0,9 %), les deux postes qui dépassent, et de loin, tous les autres. Remarquons que, si la Guerre Froide est finie et si le budget de l'Armée augmente un peu moins que l'inflation, il continue à dévorer quelque 18 % de l'ensemble, "nouvel ordre mondial" ou pas.

Quant au budget du ministère de l'Equipement, par rapport à l'an passé, il est à 0 %, c'est-à-dire qu'il régresse, compte tenu de l'inflation. En France, on est sans doute déjà trop bien "équipé". Au travail, comme à la Solidarité, là non plus il n'y a même pas un rattrapage de l'inflation. Mais par contre, à la Recherche, à l'Industrie, les hausses sont respectivement de 4,6 % et 5 %. Il est vrai que c'est les patrons qu'on sert aussi et surtout, par l'intermédiaire de ces budgets.

Les rentrées devront être de 1 241 milliards, et le déficit budgétaire est prévu à hauteur de quelque 90 milliards, ce qui est voisin du déficit réel de l'année 1991, et bien inférieur, en pourcentage du produit intérieur brut, à celui de l'Allemagne, nous dit-on. La planche à billets continuera donc à fonctionner, dans des limites jugées "normales" par ceux qui nous gouvernent.

La grande nouveauté de ce budget 1992, en fait, ce sont les 12 milliards de cadeaux offerts aux PME et c'est le nouvel aménagement de la fiscalité sur les bénéfices des entreprises. Le président du CNPF, François Périgot, dans ses commentaires après l'annonce du plan Cresson présentant les nouvelles dispositions, avait fait état d'un mécontentement du grand patronat, qui se prétendait sacrifié au bénéfice du petit et moyen patronat, et avait protesté en prétendant qu'on donnait aux uns pour reprendre aux autres, aux "gros pour les petits", fustigeant le "caractère idéologique" des mesures gouvernementales. Il n'y a rien de ça dans le budget.

Pauvres socialistes ! Plus ils en donnent aux patrons et plus ils se font houspiller ! Et injustement, en plus. Car on ne peut d'ailleurs mieux dire que le journal pro-patronal *Les Echos* du lundi 23 septembre qui titrait : *"Les grandes entreprises retrouvent leur compte dans le budget 1992"*. Et de rappeler qu'en 1985 le taux de l'impôt sur les bénéfices atteignait encore 50 % et qu'il ne sera plus qu'à 33,3 % pour tous en 1993.

(Arc.)

Usines à la casse : ça pourra rapporter encore plus gros.

Qu'entre *"1988 et 1992 les allégements consentis au titre de l'impôt sur les sociétés auront représenté 26 milliards de francs, tandis que la taxation accrue sur les plus-values financières aura rapporté 17 milliards de francs de plus à l'Etat"*. Contribuables, appréciez la différence... et payez !

Autre avantage non négligeable signalé par le même article du journal *Les Echos* : l'unification de la taxation des plus-values autres que financières, telles celles liées à la propriété industrielle, qui sont alignées à 18 %. *"Une réunification qui peut dans certains cas se révéler très avantageuse : ainsi une entreprise qui vend un immeuble destiné à être détruit sera taxée sur sa plus-value à 18 % au lieu de 25 %"*. En somme il s'agit d'un encouragement fait aux industriels pour qu'ils vendent leurs usines et leurs terrains et les libèrent pour la spéculation foncière, quitte à ce qu'ils renoncent à replacer dans l'industrie leurs capitaux ainsi dégagés pour les réinjecter dans les circuits de plus en plus juteux de la finance. On ne s'étonnera pas que les usines ferment encore plus vite par la suite qu'avant, ni que le chômage ne soit pas près d'être résorbé. Avec les encouragements du gouvernement, et avec ses cadeaux fiscaux, les patrons n'auront qu'à continuer sur leur lancée.

Ce n'est quand même pas ça qui va empêcher le gouvernement de prétendre que les cadeaux faits au patronat sont destinés à améliorer la situation de l'emploi.

Louis Guilbert

(AFP)

Vioujard / Gamma

On dépense autant d'argent pour des milliers de militaires que pour des millions d'élèves. Ça fait cher du militaire !

FETES DE LUTTE OUVRIERE

A TOULOUSE

SAMEDI 28 SEPTEMBRE
à partir de 18 heures
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE
jusqu'à 20 heures
Parc de la Mounède
(Route de Saint-Simon)

A RENNES

SAMEDI 5 OCTOBRE
de 16 à 24 heures
Carrefour 18
7, rue d'Espagne

HARO SUR LE CHÔMEUR !

Labénine / Gamma

On s'en prend aux «faux-chômeurs», mais combien de vrais chômeurs ne figurent même pas dans les statistiques ?

L'UNEDIC, l'organisme paritaire chargé de gérer l'assurance chômage, est en déficit. Il supportait encore assez gaillardement les 2 200 000 chômeurs de 1989 (il avait même dégagé un «bénéfice» !). Il ne supporte plus les 2 800 000 actuels, et surtout les 3 000 000 annoncés pour demain. Bref, le déficit réel et celui envisagé pour cette année et celui de 1992 cumulés se monteraient à 16 milliards de francs !

D'où une réunion des partenaires sociaux, c'est-à-dire du patronat et des syndicats qui gèrent paritairement l'UNEDIC, réunion qui se situe à mi-parcours du renouvellement de la Convention prévue pour fin 1992. Pour qu'il en sorte quelque chose, un pseudo-plan d'urgence par exemple, il faudrait que tous les partenaires soient d'accord. Ce qui paraît peu probable. Autant dire que l'on va surtout discuter, explorer, mettre sur pied des commissions d'étude et palabrer... en espérant que la miraculeuse reprise industrielle, tant souhaitée par le gouvernement, survienne enfin et fasse disparaître par un coup de baguette magique le déficit actuel. Mais si la reprise ne vient pas, eh bien, il faut préparer les esprits, en particulier ceux des salariés et des pré-retraités.

On parle donc déjà d'une augmentation des cotisations, d'une diminution des prestations, d'une bureaucratique «chasse aux gaspis» destinée à traquer le prétendu «faux chômeur» qui cumulerait l'allocation chômage avec des petits boulots, le travail au noir, intérimaire ou autre. On saquerait un peu la Caisse des artistes au chômage qui, paraît-il, verse cinq fois plus d'indemnités qu'elle ne recueille de cotisations. Et on commencerait peut-être à payer plus tard, après un délai dit «de carence» qui irait de 2 à 5 jours (cela ferait économiser, dit-on, 200 millons par jour) après les licenciements.

Tout cela fait sordide. On frôle les trois millions de chômeurs officiels. Sans compter les centaines de milliers de vrais chômeurs, en dehors du système, ne touchant même pas le RMI faute de domicile déclaré, ou tout simplement par manque de connaissance de leurs droits. Le patronat des grandes entreprises annonce froidement des centaines de milliers de suppressions d'emplois supplémentaires. Et face à cette détérioration de la situation des classes populaires, qui s'aggrave d'année en année, on cherche des boucs émissaires, des gadgets de solution, on cherche à pressurer encore ceux qui travaillent et qui voient leur niveau de vie baisser.

Bien sûr, l'existence de l'UNEDIC et de l'allocation chômage a permis jusqu'ici à la société de supporter sans explosion sociale une augmentation continue du chômage, jointe à une érosion continue du pouvoir d'achat des salaires. Mais si l'UNEDIC peut jouer ce rôle quand le nombre des chômeurs est important, il ne le peut plus quand il devient catastrophique. Tous ces organismes sociaux, soi-disant paritaires, c'est-à-dire fruit d'une collaboration négociée entre le patronat et les syndicalistes, ne peuvent remplir leur fonction que dans certaines circonstances. Quand la crise s'aggrave, la soi-disant «parité» qui masque sous des dehors sociaux la formidable inégalité de situation entre les possédants et les travailleurs, la soi-disant parité ne peut plus jouer son rôle.

Et si la rencontre patrons-syndicats du 25 septembre débouche sur d'interminables négociations, c'est bien parce que les patrons, se sentant en position de force, veulent encore profiter de la situation pour accroître encore leur autonomie face à ce qui reste de protection sociale.

Le problème pour les travailleurs n'est pas de sauver ce qui peut encore être sauvé et de marcher dans on ne sait quel compromis combinant contrôle et restrictions. Le problème est de renverser le rapport de force. Le chômage n'est pas fatal, c'est une réaction des possédants pour maintenir leurs profits en comprimant la part des salariés. Eh bien, les possédants peuvent et doivent payer. Ils ne le feront pas d'eux-mêmes. Mais ils ne peuvent pas non plus impunément continuer à s'enrichir aux dépens des classes populaires, ici et dans le reste du monde. Ils sont peut-être en train de préparer, par leur attitude, la nécessaire révolte qui les emportera.

Colette BERNARD

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 24 H DE FO

Par la voix de son secrétaire général Marc Blondel, la confédération FO a annoncé, au cours du meeting dans le cadre de sa fête annuelle, qu'elle appellerait à une grève générale de 24 heures en octobre. Avec comme objectif de s'opposer à l'augmentation du chômage, à la dégradation des salaires et aux atteintes à la protection sociale.

Aucune date n'a encore été fixée, et si la confédération laisse entendre qu'elle souhaite le ralliement des autres confédérations, elle ne souhaite pas faire d'appel commun, leur demandant de faire des appels parallèles. La CGT avait déjà dit "banco" et a réitéré par la voix d'Henri Krasucki son accord pour y participer. Mais sans toutefois lancer un appel national, précisant comme l'a fait Henri Krasucki que *"ce sera comme les salariés l'auront décidé"*. Autrement dit, la CGT jouera d'autant moins son va-tout, pour que la journée de FO soit une réussite, que les travailleurs eux-mêmes ne seront pas chauds.

Quant aux autres syndicats, ils ont demandé audience au gouvernement, laissant entendre qu'avant de parler de grève il fallait d'abord en passer par là. Ce qui ne prouve rien quant à une participation éventuelle, au cas, probable, où leur démarche resterait sans effet. Et ils se sont gardés jusqu'à présent de prendre le moindre engagement. En fait pour le moment rien ne pousse les autres syndicats à appuyer la démarche de FO. Une démarche qui est plus dictée par son espoir d'apparaître auprès de l'électorat traditionnel de la CGT comme "combative" - à un moment où les dirigeants de la CGT comme du PCF pouvaient être embarrassés par les événements d'URSS, et peu en mesure de prendre quelque initiative que ce soit - que de lancer une réelle offensive générale des travailleurs, qui soit suivie d'effet.

On ne peut pas dire pourtant que, face à toutes les attaques que la classe ouvrière subit de la part du patronat et du gouvernement, une offensive générale des travailleurs ne serait pas nécessaire. Mais une vraie, et pas seulement une journée rituelle, bien tranquille et sans lendemain, avec en arrière-fond la petite guerre entre les dirigeants syndicaux. Mais, pour une action qui soit le prélude à une mobilisation et une riposte réelles, encore faudrait-il que les travailleurs s'en mêlent et n'attendent pas que qui que ce soit décide à leur place.

Louis GUILBERT

LE MOUVEMENT DES ASSISTANTES SOCIALES

Depuis lundi 16 septembre, en région parisienne principalement, une bonne partie des assistantes et assistants sociaux sont en grève, reconduite d'un jour sur l'autre, à l'appel du Collectif des Assistantes Sociales d'Ile-de-France (CASIF).

C'est surtout parmi les AS de secteur, c'est-à-dire qui travaillent dans les quartiers, que la mobilisation est la plus forte.

Sur l'ensemble du pays, les AS sont une trentaine de mille, en très grande majorité des femmes, qui dépendent de différents employeurs : Conseil Général de département, municipalités, organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, hôpitaux, Justice, Education nationale, services du personnel des entreprises du secteur public ou privé, associations d'handicapés, de sauvegarde de l'enfance, de malades, etc.

Les AS de secteur sont les plus nombreuses et leurs employeurs sont essentiellement les départements et les municipalités. Elles font partie de la fonction publique.

Depuis deux ans, les AS de secteur s'étaient mobilisées et constituées en collectifs aux plans régional et national. Alors que les AS ressentent de plus en plus de difficultés à répondre aux problèmes de plus en plus aigus de beaucoup de gens qui s'adressent aux services sociaux (problèmes d'emploi, de logement, mais aussi de "l'enfance en danger", etc.) et qu'elles commençaient à en avoir assez de leurs bas salaires (actuellement 5 900 F net au départ, pour arriver à environ 9 000 F, au moins dix ans plus tard), un projet ministériel a fait monter la colère : il vise à "homologuer" le diplôme d'Etat des AS en le rendant équivalent à un diplôme universitaire de bac + 2 années d'études. Alors que ce diplôme, jusqu'à présent pas "homologué", se prépare en 3 années d'études après le bac (donc bac + 3).

Les AS de la fonction publique réclament donc la reconnaissance de leur diplôme au niveau bac + 3, ce qui ferait monter d'un niveau cette catégorie dans la classification, avec la revalorisation de salaire que cela entraînerait.

Elles revendiquent aussi des "conditions d'exercice" décentes, car les difficultés dans le travail sont accrues, en particulier par l'insuffisance des effectifs, les postes non pourvus…

C'est pourquoi le Collectif a décidé d'appeler à une grève reconductible, qui a commencé le 16 septembre. La grève est très suivie, en particulier en Seine-Saint-Denis.

Les grévistes se réunissent tous les jours en assemblée générale sur l'Ile-de-France, votent la reconduction du mouvement, décident des manifestations quasi quotidiennes aux différents ministères sur lesquels on les renvoie, et enfin chez le Premier ministre, à Matignon.

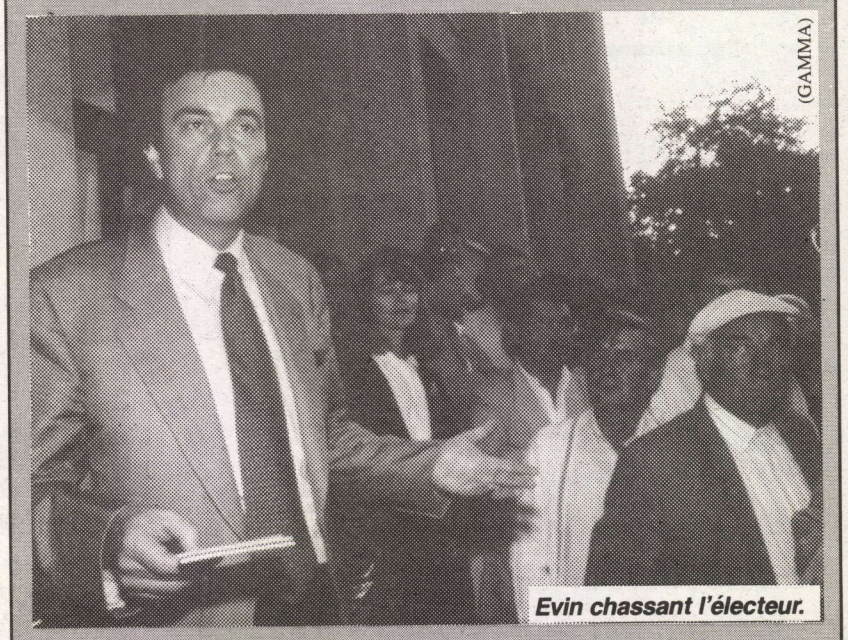
Elles essayent d'étendre la grève aux autres AS de province et à celles qui dépendent des différents organismes employeurs. Un appel à la grève de tous et toutes les AS, pour le vendredi 20 septembre, a été suivi dans plusieurs secteurs de la Sécurité sociale et des Allocations familiales en région parisienne. La manifestation à Matignon ce jour-là a été un succès, avec 1 500 personnes, surtout de jeunes AS dynamiques et combatives. Une délégation a été reçue par une conseillère technique d'Edith Cresson, qui n'a apporté aucune réponse. Elle était là "en position d'écoute" !

En ce qui concerne les AS des organismes de Sécurité sociale, les salaires sont très légèrement supérieurs au départ (6 100 F) mais arrivent ensuite à peu près au même niveau (environ 9 500 F en fin de carrière). Chez elles, des réunions se tiennent pour décider de participer aux journées nationales lancées par le Collectif des AS et , si la mobilisation n'est pas aussi grande que chez les AS de secteur, l'idée qui se répand c'est que c'est tout de même le moment de poser le problème de toutes les AS et, en particulier, de refuser de n'être pas reconnues au niveau adéquat.

Une journée de grève est décidée, qui doit rassembler toutes les AS du pays, le vendredi 27 septembre, ainsi qu'une manifestation nationale à Paris (avec les AS de province) qui est prévue pour le mardi 1er octobre.

St Nazaire - 2e tour des Législatives

QUAND LE PARTI SOCIALISTE FROLE LA DÉFAITE, LE PARTI COMMUNISTE VIENT A LA RESCOUSSE


(GAMMA)

Evin chassant l'électeur.

C'est à 368 voix près qu'Evin a retrouvé son poste de député. C'est la première fois depuis 1920 qu'à Saint-Nazaire, le Parti Socialiste frôle la défaite.

Le concurrent de droite, Garnier, a bien cru son heure enfin arrivée ! Au dépouillement, c'était paraît-il, dans certains bureaux de vote, le suspense. Pour Garnier et Evin certainement. Mais le duel de ces deux politiciens en quête de carrière a laissé les travailleurs indifférents. En effet, comme au premier tour, le taux d'abstention a été particulièrement élevé, mettant ainsi dos à dos les candidats, les deux perdant des voix par rapport à 1988, au 2è tour.

Il y a eu un peu plus de votants au second tour (39,2 %, contre 37,8 %) mais nettement plus de bulletins nuls. Ce qui s'est traduit par encore moins de suffrages exprimés (24 451 au second tour, contre 25 503 au premier).

Evin peut donc se vanter d'avoir gagné un record de chute libre, dimanche soir, puisqu'il passe, en trois ans, de 29 895 à 12 460 suffrages.

Pourtant, il avait mouillé sa chemise et payé de sa personne pour ce 2ème tour ! Se montrant partout, accueilli aux Chantiers pourtant fraîchement une première fois, il est revenu une deuxième fois, en compagnie de Jean Auroux, sur le terre-plein de Penhoët, à l'entrée des Chantiers. Il ne s'est pas fait envoyer dire ses quatre vérités : *"Quand on était en grève en 1988, en 1989, ou t'étais ?" "On ne te voit que les jours d'élections". "On s'est fait entuber, on ne va pas voter pour un mannequin".*

Il venait chercher des voix... il en a entendu, mais pas dans le sens souhaité.

Les plus virulents étaient les militants communistes. Les travailleurs appréciaient qu'Evin en prenne plein la figure mais de retour dans le chantier, ils se posaient des questions sur l'attitude contradictoire des militants communistes.

Car d'un côté, c'était bien beau de voir les militants secouer Evin, lui reprochant à juste titre sa politique de droite, anti-ouvrière. Mais de l'autre, ça la fichait mal de voir, le même jour d'ailleurs, J.L. Lecorre, candidat du PC, appeler à voter Evin pour soi-disant "battre la droite". Et les militants qui, pour se justifier, expliquaient qu'eux n'iraient pas voter au second tour, avaient malgré tout du mal à convaincre.

Il est vrai qu'ils étaient entre deux chaises. D'un côté, ce qu'ils avaient sur le cœur, et de l'autre, les calculs électoraux de leurs dirigeants.

Zaïre

LES PARAS FRANÇAIS AU SECOURS DE CEUX QUI SAIGNENT LE PAYS

Selon une coutume bien établie de l'impérialisme français, des troupes françaises sont à nouveau intervenues au Zaïre, ex-Congo belge, ainsi que des parachutistes belges. Officiellement, comme à chaque fois on nous raconte qu'il s'agit de protéger les Européens.

Des pillages de magasins ont eu lieu, en effet, dans les rues de la capitale, Kinshasa, par des militaires. Les troubles auraient débuté avec la destruction d'un entrepôt par des parachutistes zaïrois qui protestaient contre le retard du versement de leur solde. La révolte s'est ensuite étendue à plusieurs camps militaires et à d'autres villes du pays.

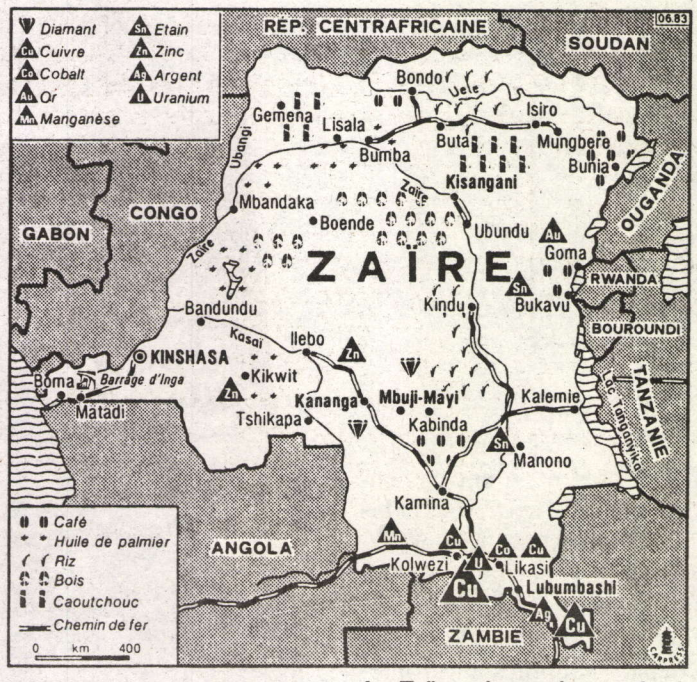
Le Zaïre, deuxième pays africain par l'étendue, compte 35 millions d'habitants. Compte tenu de la fertilité de certaines régions, celles des hauts plateaux en particulier, et des richesses minières importantes dans son sous-sol, la population pourrait vivre beaucoup mieux.

Mais ce serait sans compter avec tous les parasites qui vivent sur le dos du peuple zaïrois.

Mobutu, d'abord, bien sûr, le dictateur en place depuis 26 ans. Un tyran qui apparemment réussit de moins en moins à en imposer ; il a eu beau faire assassiner des dizaines, voire des centaines d'étudiants qui le contestaient l'an dernier, il est de plus en plus contesté. Le *«combattant suprême»* et le *«guide»* comme il se faisait encore appeler il y a peu, est aujourd'hui qualifié de voleur et de dictateur dans la presse locale. Il a choisi de résider – sur les conseils d'un marabout – sur un bateau situé très au large de Kinshasa et tout près... des côtes du Congo voisin. Un Congo d'où précisément sont débarqués les paras français.

Comme nombre de dictateurs africains qui lèguent dettes et misère à leur peuple mais ont copieusement rempli des comptes bancaires en Suisse, Mobutu embarrasse les financiers occidentaux.

Ceux-là voudraient bien le voir céder la place à condition que ses successeurs soient aussi complaisants vis-à-vis des capitalistes étrangers et moins impopulaires. Mais si les candidats à sa succession se bousculent (cinq partis zaïrois d'opposition briguent la place de Mobutu) il reste une inconnue : les réactions de la population et de l'armée censée la tenir en respect.



Le Zaïre : énormément de richesses minières et agricoles, mais énormément de pillards : les impérialistes, les privilégiés locaux, Mobutu. Résultat : le pays vit dans la misère.

Lingots de cuivre. (GAMMA)

C'est pour veiller au grain qu'une fois de plus les paras français sont aujourd'hui présents au Zaïre comme hier ils ont failli l'être au Gabon.

A Kinshasa, comme dans le reste du pays, la population vit misérablement. La monnaie a été dévaluée de 80 % depuis le début de l'année. Le cours du cuivre qui constitue l'essentiel des exportations s'est effondré pour le plus grand profit des acquéreurs du monde industrialisé. L'étain, l'or, le cobalt, les diamants que recèlent diverses régions du pays sont exploités au profit des compagnies étrangères notamment belges, américaines et françaises. Lesquelles sont prêtes s'il le faut à donner une commission à d'éventuels nouveaux dirigeants du pays à condition qu'ils soient tout aussi corrompus que Mobutu. Mais il arrive que les pauvres ne soient pas dupes et se révoltent contre le pillage dont ils sont victimes...

Alors, à la première alerte, on envoie les paras.

P. V.

Grande-Bretagne

LE GOUPILLON REMPLACERA-T-IL LE COCKTAIL MOLOTOV ?

Georges Carey, plus connu sous son titre d'archevêque de Canterbury, et donc sous-chef de l'Eglise anglicane (le chef, c'est la reine), est parti en croisade pour défendre les jeunes émeutiers des quartiers populaires. *"C'est la faute à la pauvreté et au chômage"* a-t-il dit. Consternation du gouvernement qui s'évertue depuis quinze jours à convaincre l'électorat du contraire.

A entendre le ministre de l'Intérieur, ces cités ont beau avoir l'air sur le point de s'écrouler, ce n'est qu'une impression ; le vrai problème ce sont ces hooligans, ces criminels, qui ont tendu de véritables embuscades à ces pauvres policiers, sans parler des extrémistes et autres anarchistes dont le spectre menaçant semble hanter les nuits des ministres conservateurs.

Bien sûr, les "pauvres" autorités policières ne se privent pas de saisir l'occasion. Elles ont commencé par réclamer le rétablissement du Riot Act, cette loi du 19e siècle qui permettait à la police de déclarer tout rassemblement illégal et qui rendait toute personne prise sur les lieux automatiquement coupable de crime contre l'ordre public ... Plus besoin d'avoir à fabriquer de faux témoignages, ou d'extorquer de fausses confessions comme ils y sont contraints aujourd'hui...

Ensuite, elles ont présenté une facture de 50 millions de francs d'heures supplémentaires faites à l'occasion de la dernière série d'émeutes du Tyneside, dans le nord-est. Finalement elles ont lancé une campagne dans les médias en faveur d'une nouvelle arme pour maintenir l'ordre dans les cités. Il s'agit d'une sorte de petit missile télécommandé d'un hélicoptère qui peut servir soit pour prendre des photos soit pour lâcher des gaz lacrymogènes. Et les chef-bobbies de vanter les mérites de ce système, efficace et si économe des coûteuses heures supplémentaires de leurs hommes... Et puis, de nos jours, il devient si difficile de trouver du personnel prêt à y aller dans ces cités, même en camion...

Indépendamment des intérêts particuliers de la police, tout cela rentre très bien dans le cadre de la campagne électorale en cours des conservateurs, et dans leurs tentatives d'agiter le spectre de la délinquance dans l'espoir de faire oublier celui du chômage.

Alors on comprend la consternation de Major en entendant les déclarations de Georges Carey. D'autant qu'il y a cinq mois, Carey, considéré comme un modéré, avait reçu la bénédiction de Major (qui a son mot à dire dans la nomination) pour remplacer son prédécesseur Runcie, un irascible adversaire de Thatcher. Seulement l'Eglise anglicane a elle aussi ses problèmes. Dans une conférence récente, elle s'est émue du nombre de plus en plus dérisoire des fidèles et elle a appelé à se tourner vers la jeunesse.

François ROULEAU

Yougoslavie

Fragile cessez-le-feu en Croatie

LES PEUPLES MARCHERONT-ILS DANS LA GUERRE ?

Le sixième cessez-le-feu en Yougoslavie, qualifié *"d'absolu"*, celui-là, aura au moins duré un peu plus que les précédents. Mais la situation reste d'autant plus précaire que l'arrêt des combats ne concerne que la garde nationale croate et l'armée régulière yougoslave. Dans les deux camps, les groupes paramilitaires extrémistes serbes et croates peuvent vouloir continuer à en découdre et continuer de s'attaquer aux populations des régions disputées.

Et même si ce cessez-le-feu-là se prolonge, il y a malheureusement loin de la cessation provisoire des combats à un règlement des problèmes qui garantirait la paix dans la région.

Un char serbe (de l'armée fédérale) fait mouvement en Croatie, la guerre se répand...

... pourtant tout le monde n'est pas d'accord : des "mères pour la paix" en Croatie.

L'arrêt des opérations avait été demandé à plusieurs reprises par les autorités croates inquiètes de la progression d'une colonne de blindés de l'armée yougoslave en direction de Zagreb, la capitale de la Croatie. La garde nationale croate est en effet mal armée et dépourvue de chars. De surcroît le gouvernement de Belgrade était en train de procéder à la mobilisation des réservistes, une opération qui d'ailleurs ne se passe pas sans problème pour l'état-major serbe qui commande l'armée yougoslave.

Même si un règlement survenait, il ne mettrait pas pour autant fin à tout litige et donc à tout risque de reprise des hostilités. Car un tel accord se ferait sur la base du rapport de forces d'aujourd'hui qui ne peut satisfaire à la fois les deux camps.

Une partie du territoire croate est aujourd'hui occupée militairement par les groupes paramilitaires serbes qui en ont chassé la population non-serbe. Certaines régions dépourvues de minorité serbe, au bord de l'Adriatique ont même aussi été confisquées. De l'autre côté, reconnaître l'indépendance de la Croatie serait un échec pour les nationalistes au pouvoir à Belgrade dont toute la politique a consisté à nier cette possibilité.

Dans les deux camps, les nationalistes extrémistes donnent d'ailleurs de la voix non seulement pour attaquer les adversaires mais aussi pour dénoncer dans leur peuple ceux qu'ils jugent trop tièdes. Le parti socialiste serbe de Milosevic a lancé des mises en garde contre tous ceux qui voudraient cesser les combats, *"les traîtres et membres de la cinquième colonne dans l'opposition"*.

En face, le précédent ministre de la Défense croate avait dû démissionner le 18 septembre : il était accusé d'avoir prématurément donné un ordre de cessez-le-feu aux détachements croates. Il a été remplacé par plus va-t-en guerre que lui : un homme d'affaires ayant fait fortune au Canada, avec pour adjoint un émigré venu d'Autriche. Les milices du parti des oustachis croates qui durant l'occupation nazie avaient massacré des dizaines de milliers de Serbes et de Juifs, ont réapparu au grand jour sans être inquiétées. La Croatie sera peut-être indépendante, mais son régime et ses dirigeants n'auront vraiment rien de reluisant.

Cette mini-guerre a déjà fait 500 morts - principalement des civils - en deux mois. Elle a ravagé plusieurs villes et de nombreux villages et commencé de dresser les peuples les uns contre les autres. Chaque semaine qui passe avec son cortège de morts et d'atrocités contribue à creuser davantage le fossé entre les communautés.

Certes, les combats jusqu'à présent, n'ont pas encore opposé les Serbes et les Croates comme les médias d'ici le répètent à l'envi. Mais par étapes les batailles ont pris de l'ampleur : au départ simples affrontements entre des minorités, les groupes paramilitaires croates et serbes, elles ont changé de dimension avec les accrochages entre la garde nationale croate et l'armée yougoslave. Ce qui n'était au départ que des affrontements entre bandes armées rivales a pris le caractère d'une véritable guerre avec l'entrée en scène de la principale bande armée du pays, l'armée fédérale yougoslave. Cette armée dont l'état-major est composé presque exclusivement de Serbes liés au dirigeant nationaliste Milosevic est tout sauf neutre. Et on peut douter de la sincérité de ses chefs quand ils tentent de se présenter comme les garants de l'unité nationale yougoslave. Et la population croate fait plus qu'en douter. A ses yeux la guerre actuelle a toutes les raisons d'apparaître comme une guerre de conquête par la Serbie.

Dans l'autre camp, la population des régions serbes est encore plus spectatrice qu'actrice. Et certains signes montrent que l'unanimité en faveur de la guerre est loin d'être acquise.

La télévision française a montré des soldats et des officiers serbes bloqués en Croatie, dans une caserne de Zagreb qui eux n'avaient rien de boutefeux. Ceux-là c'était visible, n'avaient pas envie d'en découdre. *"Pourquoi tirer sur une ville où nous avons de nombreux amis ?"* observait l'adjoint au commandant de la caserne, le capitaine Milovanov. Cet officier, selon le journal *Libération, "a des grands-parents maternels tchèque et allemand. Du côté de son père ses aïeux sont serbes et hongrois"*. L'homme ajoutant : *"Je ne peux être que Yougoslave et si la Yougoslavie n'existe plus, je deviendrai une espèce de Palestinien"*.

La marche à la guerre paraît susciter des résistances. L'avant-dernier week-end de septembre, plusieurs manifestation de réservistes serbes accompagnés par leur famille ont eu lieu contre la mobilisation. Dans un cas au moins les autorités militaires ont pris la décision de renvoyer plusieurs milliers de réservistes chez eux en promettant qu'aucune sanction ne serait prise.

En Voïvodine, province du nord où résident de nombreux Hongrois, intégrée autoritairement à la Serbie, il y a trois ans, le refus est encore plus net. La majorité de la population, y compris de nombreux Serbes, est hostile à la guerre. A tel point que les autorités ont dû lancer un appel aux volontaires pour combler les trous laissés par les réfractaires.

La mobilisation en Bosnie-Herzégovine où cohabitent Serbes, Croates et Musulmans, a été qualifiée d'illégale par le président du gouvernement. La police a été mobilisée pour s'opposer à l'éventuelle entrée des troupes serbes du Monténégro voisin.

En sens inverse, les menaces d'une extension du conflit à d'autres régions ne manquent donc pas non plus. Sans doute tout n'est-il pas joué. La principale inconnue concerne la capacité des humbles et des pauvres à refuser de se laisser embrigader dans des causes qui ne sont pas les leurs. A Belgrade la bourgeoisie serbe a envoyé ses enfants en âge d'être mobilisés à l'étranger. Les enfants d'ouvriers, eux, n'ont pas cette ressource. Pour échapper à la guerre il leur faudra lutter contre ceux qui la préparent. Pour cela il faudrait une politique, bien sûr. Donner aux travailleurs de Yougoslavie qui constituent la grande majorité des peuples qui habitent la région d'autres perspectives que celle de risquer leur peau au profit des dictateurs locaux, serait une tâche indispensable. Et même si chaque jour qui passe la rend plus difficile, c'est la seule perspective pour la classe ouvrière et la population laborieuse.

Pierre VERNANT

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :

L'URSS
APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ

VENDREDI 4 OCTOBRE 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - 75005 PARIS
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F.

Arménie

INDÉPENDANCE MAIS DANS LE MAINTIEN DES LIENS AVEC LES AUTRES RÉPUBLIQUES

(AFP)

Les Arméniens applaudissent l'indépendance.

L'Arménie est donc devenue la 13e république d'Union Soviétique à se proclamer indépendante, après un référendum où 99 % des votants et 94 % des inscrits se sont prononcés dans ce sens.

Si l'on en juge par ce qu'a rapporté la presse de l'atmosphère qui règne dans le pays, il semblerait que cette décision réponde aux aspirations de la population.

Mais, pour les dirigeants nationalistes, il ne s'agit nullement de rompre les ponts, ni politiquement ni économiquement, avec les autres républiques. C'est ce qu'a montré la visite d'Eltsine en Arménie immédiatement après le référendum, et la tentative de médiation qu'il a organisée avec son homologue du Kazakhstan, Nazarbaev, sur la question du Haut-Karabakh. Et le souci des dirigeants arméniens de respecter la procédure d'accession à l'indépendance qu'avaient édictée les autorités de l'Union va bien dans le même sens.

Si la carte que ces dirigeants ont donc tenu à jouer, en tout cas jusqu'à présent parce que la logique de leur politique peut aussi les entraîner plus loin qu'ils ne l'auraient voulu, est celle d'un certain maintien de l'Union. Avec toutes sortes de changements, bien sûr. Car ils ne sont pas moins intéressés à se réserver leur part du gâteau que ceux des autres républiques. Mais ils ont aussi de bonnes raisons de ne pas vouloir scier la branche sur laquelle ils sont perchés. Géographiquement, l'Arménie est prise en tenaille entre, d'une part, des républiques plus pauvres qu'elle, dont l'Azerbaïdjan, avec laquelle elle se livre à une guerre quasi-ouverte depuis près de deux ans, et d'autre part la Turquie. Face à de possibles montées nationalistes dans toute la région, qui pourraient facilement être attisées au travers des frontières par un chauvinisme musulman, l'Arménie risquerait de se trouver dans une situation plus que précaire.

Sans compter les problèmes endémiques dus à l'imbrication territoriale des ethnies les unes dans les autres, celui de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan ou celui de l'enclave azéri du Nakhitchevan en Arménie. Problèmes qu'une rupture ouverte avec les autres républiques ne pourrait qu'envenimer, alors que le maintien d'une autorité reconnue qui puisse jouer le rôle d'arbitre dans les conflits entre nationalités paraît le seul espoir d'éviter le carnage.

Sur le plan économique, l'Arménie a déjà fait d'une certaine façon, et à son corps défendant, l'expérience de ce que pourrait être une indépendance qui se ferait sur la base d'une rupture des relations économiques avec les autres républiques, avec le blocus des approvisionnements en matières premières, en particulier en pétrole, que lui a imposé l'Azerbaïdjan.

L'Arménie n'est pas dans la situation des pays baltes. Ceux-ci peuvent espérer, à tort ou à raison, s'intégrer au marché de l'Europe du Nord, marché auquel ils étaient d'ailleurs liés avant leur rattachement à l'URSS. Mais, pour l'Arménie, il n'est même pas question d'envisager une telle possibilité. Son développement industriel actuel, qui fait sa relative prospérité par rapport aux républiques voisines, s'est fait entièrement dans le cadre de l'Union Soviétique et du vaste ensemble économique qu'elle constituait. Sans cet ensemble économique, le développement industriel de l'Arménie n'avait pas de sens, pas de base, pas d'avenir, faute d'un marché régional où écouler ses marchandises et acheter ses matières premières. Ce qui explique la volonté déjà exprimée par le président arménien de participer à un accord économique entre les républiques.

Personne, à l'heure actuelle, ne peut parier sur la longévité d'un tel accord. Dans cette situation d'instabilité générale qui règne en Union Soviétique, dont les surenchères nationalistes en Arménie même et la volonté d'hégémonie tout aussi nationaliste de la Russie de Eltsine sont des éléments, tout peut être remis en question dans les jours ou les mois qui viennent.

Car ce règlement qui pourrait paraître dicté par la raison, n'est fondé que sur le rapport de forces. C'est un compromis entre les forces nationalistes, et par ce fait même, il est précaire et laisse tous les problèmes en suspens.

Si le peuple arménien ne veut plus dépendre de la bureaucratie, c'est son droit et c'est bien la moindre des choses qu'il puisse en décider.

Mais dans le cadre bourgeois que lui offre les dirigeants nationalistes bourgeois, cette indépendance ne peut signifier qu'un recul économique et social. A moins que les travailleurs ne laissent plus, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, l'initiative aux seules forces bourgeoises. Alors, et seulement alors, en agissant sur le terrain de la solidarité, ils pourraient s'atteler à construire un avenir commun à tous les peuples.

François ROULEAU

(AFP)

Eltsine, Nazarbaev et l'Arménien Ter Petrosian s'apprêtent à rencontrer le président de l'Azerbaïdjan.

La manifestation paysanne du 29 septembre

FACE À LA CRISE, LES TRAVAILLEURS AURAIENT EUX AUSSI À SE FAIRE ENTENDRE

Après avoir manifesté en divers points de France, et bombardé Fabius d'œufs pourris dans le Pas-de-Calais le 22 septembre, les paysans se rendront à Paris ce dimanche 29 septembre pour une manifestation nationale.

Les motifs de ce mécontentement ne sont pas nouveaux : les montants compensatoires du Marché commun qui font depuis longtemps l'unanimité contre eux, les prix agricoles qui dégringolent, la politique au coup par coup du gouvernement, etc.

Aujourd'hui, une exploitation agricole disparaît tous les quarts d'heure en France. Et la dégringolade des prix agricoles s'aggrave à cause... de l'Europe de l'Est, entre autres.

Prenons l'exemple de l'élevage. Suite aux changements survenus dans les pays de l'Est, le marché aurait été brusquement submergé de viande de bœuf à des prix suffisamment bas pour intéresser les grossistes de la boucherie qui en auraient importé de grandes quantités et pour une bonne part clandestinement. Conséquence, le prix au kilo serait tombé de 15% depuis septembre 1989, entraînant un manque à gagner de 1 200 F par bête pour l'éleveur.

Face à quoi les éleveurs réclament un renforcement des barrières douanières et des quotas d'importations, et une refonte du système des indemnisations qui leur soit plus favorable.

Qu'un grand nombre de paysans soient en difficulté, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, encore que ce ne soit pas forcément ceux qui crient le plus fort qui le sont le plus. Il y a une crise de l'économie capitaliste et ils en paient les conséquences. Car la paysannerie est soumise, plus qu'avant, aux lois du marché international et de la concurrence, lois qui profitent avant tout aux plus gros, à ceux qui ont le plus de surface financière, comme on dit, c'est-à-dire aux gros de l'agro-alimentaire et aux financiers.

Que la solution des problèmes des paysans soit dans la promotion du bœuf, et autres productions "bien de chez nous" par un renforcement des barrières douanières, c'est autre chose. Car, outre que cela contribue à augmenter les prix intérieurs, donc à réduire la consommation, cela ne pourrait qu'inciter les pays concurrents à agir dans le même sens. Sans compter, et la situation actuelle en est l'illustration, qu'il y a bien des manières de tourner les réglementations.

Si l'on en croit les statistiques du ministère de l'Agriculture, la consommation de viande bovine a baissé chaque année en France de 2,5% au cours des quatre dernières années. Et sans doute en va-t-il de même dans la plupart des pays. Autrement dit la population consomme moins, et si cela n'est pas la conséquence directe de la crise, en particulier sur les couches les plus modestes, qu'est-ce que c'est ? Et on aura beau fermer les frontières à double tour à la viande polonaise ou hongroise, ce n'est pas cela qui changera quoi que ce soit à la baisse du niveau de vie et de la consommation des couches laborieuses !

Sans doute les mêmes gros exploitants qui ont abondamment profité, et continuent sans doute, des montants compensatoires et autres primes à l'abattage, trouveraient-ils le moyen de profiter aussi d'un renforcement des barrières douanières. Mais pour les autres, rien n'est moins sûr, à terme.

Bien sûr, cela n'empêche pas les démagogues, entre autres de droite et d'extrême-droite, de chercher à faire croire aux paysans que là serait la solution à leurs problèmes, et ce faisant de les utiliser dans leurs bagarres politiciennes contre le gouvernement en les dressant contre lui sur le terrain du chauvinisme.

Alors que des solutions, des vraies, il y en aurait. A condition de se battre sur un autre terrain, par exemple. Par exemple en exigeant du gouvernement que tout l'argent consacré à subventionner les trusts de l'agro-alimentaire serve à subventionner les produits alimentaires, pour que les gens puissent comsommer plus. Ou en se battant pour que toutes ces soi-disant "aides" versées aux pays du Tiers Monde, qui ne sont en fait que des subventions déguisées aux marchands de canons français, servent à financer des livraisons de nourriture aux populations des pays pauvres qui en ont désespérément besoin.

Evidemment ce genre de solution ne rentre pas dans les plans des dirigeants syndicalistes paysans ni des politiciens qui les utilisent. Mais la classe ouvrière, elle, pourrait les mettre en avant. Pour cela, bien sûr, encore faudrait-il qu'elle fasse entendre sa voix en commençant par défendre ses propres revendications. C'est bien ce que viennent rappeler ces manifestations de paysans : qu'il serait grand temps que les travailleurs, eux aussi, se fassent entendre dans la rue.

F. R.

Smic-jeunes

PAS UN EMPLOI DE PLUS, MAIS DU SALAIRE EN MOINS

A peine Bérégovoy avait-il présenté un des budgets les plus favorables au patronat de sa carrière qui en compte pourtant beaucoup, qu'il en rajoutait encore pour plaire aux patrons. Le ministre de l'Economie et des Finances s'est déclaré en faveur *"d'une mesure temporaire pour les jeunes non qualifiés permettant aux entreprises de les embaucher à un salaire net de 4 500 francs"*.

Une mesure qui, d'après lui, figurera dans le plan emploi qui sera rendu public prochainement par Martine Aubry, ministre du Travail.

En fait de plan emploi, il s'agit surtout d'un plan baisse des salaires. La mesure n'incitera pas les patrons à embaucher davantage. Simplement ils paieront moins ceux qu'ils engagent. Dans certains cas, ils essaieront même de licencier discrètement des ouvriers mieux payés pour ensuite les remplacer par des jeunes sous le SMIC. Bref un nouveau plan exploitation au meilleur coût.

SNCF

Ateliers du Matériel Paris Sud-Est (AMPSE) à Villeneuve-Triage

MORT POUR LE PRESTIGE

Depuis plusieurs mois, la direction de l'AMPSE était sur le pied de guerre en vue de la journée "portes ouvertes" du 21 septembre, journée devant fêter les 10 ans de mise en service du TGV Sud-Est.

Pour les 400 travailleurs de l'atelier, cela signifiait le grand ménage et les coups de peinture tous azimuts mais aussi, au fur et à mesure que la date se rapprochait, une pression toujours plus insistante pour - en plus du quotidien - travailler plus vite à déplacer le matériel, escamoter les bidons d'huile crasseux et les vieilles pièces, entasser d'un côté ce que l'on avait enlevé de l'autre, peindre le sol et monter les présentoirs et les estrades pour les festivités prévues.

Dans l'ambiance infernale où tout devait être terminé avant même d'avoir été commencé, le mardi 17 septembre, Roland Marie, 47 ans, ouvrier à l'atelier de peinture, était très gravement blessé en manœuvrant un transpalette dans l'atelier 7 voies et devait décéder dans la nuit. En contribuant au montage d'un podium dans l'atelier, Roland Marie avait été coincé sur un plan incliné entre le transpalette chargé et un pilier métallique : fémur fracturé et artère fémorale touchée, notre camarade dut attendre plusieurs heures avant d'être accueilli à l'hôpital de Thiais où il ne supporta pas l'opération. Le fait que les secours aient tardé à trouver un hôpital ne lui laissa probablement aucune chance.

Cette mort brutale est particulièrement révoltante. Pour un motif aussi futile qu'une journée portes ouvertes, la direction et sa maîtrise nous poussaient à travailler comme des fous et à prendre des risques absolument injustifiables. Il était aussi bien connu que l'engin que manipulait notre camarade était très dangereux, qu'il aurait dû depuis longtemps être retiré de l'atelier. Mais pour cela, il aurait fallu que la direction dote d'engins modernes toute les équipes et pas seulement une équipe par-ci, par-là, comme actuellement.

A la veille des festivités patronales, cet accident mortel nous a tous mis en état de choc. Et pourtant, le reste de la semaine fut consacré, à peu près comme s'il ne s'était rien passé, aux derniers fignolages. Les syndicats sont restés muets, invisibles, indignes. De la direction, nous ne pouvions attendre autre chose que le maintien de sa journée avec visites commentées, buffet et champagne, élégantes hôtesses évoluant sur le podium et musique d'ambiance olé-olé.

Mais il fallait vraiment que certains syndicalistes de la CGT soient tombés bien bas pour tenir un stand, comme n'importe lequel des boutiquiers venus là, et y vendre leurs pin's.

Les circonstances de la mort de Roland Marie accusent, sans circonstances atténuantes, la direction de l'AMPSE. Car c'est sa politique d'économie à nos dépens ajoutée à sa politique d'esbrouffe pour la galerie qui sont directement responsables de cette mort.

Correspondant LO

GEC - Alsthom (Le Bourget - 93)

CONTRE LES LICENCIEMENTS

La direction a fait du Siège social un chateau-fort, mais les procédés médiévaux d'invasion ont fait leur preuve !

A l'usine du Bourget, le plan de suppression de 151 emplois, sur un effectif actuel de 800, ne passe pas. Aujourd'hui, tout le monde a conscience qu'au-delà de ce nouveau plan, c'est la quasi-fermeture de l'usine qui est programmée : il ne devrait rester que 100 ouvriers dans trois ans.

Le directeur séquestré

Lors d'une réunion mercredi 18, les "propositions" de la direction, qui augmentait très légèrement la prime de départ et proposait vaguement quelques reclassements individuels en région parisienne (sans dire où, ni dans quelles conditions), ont été prises comme une véritable provocation par les travailleurs. Et c'est à plus de 350 que la décision fut prise de retenir le directeur et le chef du personnel sur place en occupant l'usine jusqu'à ce qu'ils cèdent. L'ambiance était chaude. Des grévistes se relayaient pour dire au directeur ses quatre vérités, lui décrire les années de travail et d'exploitation ici, le chômage et les difficultés qui les attendaient. Et dans la journée on a porté à ces messieurs, qui tentaient de faire bonne figure malgré tout, quelques sandwiches... enveloppés dans la liste des licenciés !

Du balai !

Au soir, nous avons renvoyé une vingtaine de cadres qui avaient voulu rester avec leur directeur toute la journée. On les a obligés à signer, un par un, un papier reconnaissant qu'ils n'avaient pas été séquestrés et ils sont ressortis tout penauds entre deux rangées de grévistes en colère, sous les quolibets et les insultes.

La nuit, nous sommes restés dans l'usine et, malgré la menace d'intervention policière, nous étions très déterminés. Le directeur, ne souhaitant pas son intervention, prétendit devant la police qu'il n'était "pas séquestré" et fut désavoué par la direction générale. Mais le dispositif policier fut levé, car les policiers sentaient la détermination des grévistes.

Visite à Rateau

Le lendemain, nous avons été à plus d'une soixantaine le midi à Rateau. L'usine, qui fait partie du même groupe que la nôtre, est à 500 mètres. De plus, une partie d'entre nous en vient... et devrait même y retourner, dix ans après en être partie. On a bien sûr trouvé porte close, mais cela ne nous a pas empêchés d'entrer, de faire le tour des ateliers et d'aller distribuer un tract au self. Les camarades de Rateau, mis au courant, se sont montrés solidaires.

Le directeur "libéré"

La deuxième nuit d'occupation, 200 policiers sont intervenus en opération commando, défonçant la porte au bulldozer, pénétrant par différents endroits avec la complicité de responsables de l'usine. Ils ont réussi à récupérer le directeur et le chef du personnel... réveillés en sursaut et d'ailleurs guère rasurés par l'allure et le déguisement (bottes, lunettes, noir de fumée sur le visage... de ceux qui venaient les "délivrer". De toute façon le directeur n'avait plus aucun pouvoir. Alors, que la direction récupère son bien n'a pas affecté le moral des grévistes. Et le moral, on l'avait !

Cela s'est vu lorsque, le matin, une manifestation des camarades de Rateau est venue, nombreuse, nous soutenir et que nous sommes sortis manifester avec eux.

La grève a donc continué. Le week-end l'occupation a été suspendue. Mais lundi 23 la grève était revotée et l'occupation reprenait, les cadres restant dehors. Le matin, nous avons été rendre visite à nos camarades de l'Alsthom Saint-Ouen, où la CGT et les autres syndicats de l'usine nous avaient invités. On a fait un petit tour dans les ateliers et à la cantine, discuté avec nos camarades et trouvé auprès d'eux chaleur et solidarité.

"Ce n'est qu'un début..."

Et le soir même, la direction nous convoquait pour une reprise des négociations, avec notre directeur (qui commença d'ailleurs par faire demi-tour en nous voyant nombreux !) et un représentant de la direction générale. Celui-ci déclara que *"cette reprise de contact, ce n'est qu'un début"*, mais il n'avait rien de concret à proposer. Des promesses vagues, encore une fois.

Aussi, le lendemain, mardi 24, la grève a été revotée. La direction avait entrouvert la porte, faisant moralement un pas en arrière. Les travailleurs ont pensé avec raison qu'il fallait maintenir la pression pour les faire reculer. C'est ce que nous avons été dire, dans la foulée, au Siège, avenue Kléber à Paris. Ils ne voulaient recevoir que cinq grévistes et s'étaient barricadés dans leur bunker. Eh bien les cinq sont passés par la porte et quelques travailleurs supplémentaires sont venus les rejoindre par la fenêtre du premier, un peu plus tard, en montant sur une échelle !

La grève continue

Des ouvriers disent : *"On ne se laissera pas faire comme ça, on réagira en hommes"*. C'est vrai que, dans la situation actuelle, les patrons ne se gênent pas. Un trust comme l'Alsthom, qui est un des premiers groupes du pays, qui fait des bénéfices colossaux, tant sur les TGV que sur les centrales nucléaires, n'aurait pas de mal à recaser quelques centaines de salariés dans de bonnes conditions, ou payer ce qu'il faut en attendant qu'on retrouve un travail équivalent ailleurs. Au moment où le groupe Alcatel-Alsthom affiche une progression de ses bénéfices de 24% au premier semestre 1991, avec 3,4 milliards de francs, il faut qu'il paye... ou il faut souhaiter qu'on n'ait pas fini de nous entendre !

Correspondant LO

(AFP)

Dans la

LE NOUVEAU "PLAN DE RESTRUCTURATION" D'USINOR-SACILOR

Après avoir supprimé plus de 16 000 emplois en 4 ans, Usinor-Sacilor prépare un nouveau plan de restructuration pour la fin de l'année.

Déjà, en juin dernier, la direction avait annoncé la fermeture des hauts fourneaux de Uckange et de la mine de fer de Mairy – 610 emplois au total – pour 1992.

Aujourd'hui, il est question de 5 000 nouvelles suppressions d'emplois pour l'an prochain, et de la fermeture de nouveaux sites : l'usine de Mondeville en Normandie, l'aciérie de Gandrange et les hauts fourneaux de Rombas en Moselle, ainsi que la dernière mine de fer de la région, celle de Moyeuvre. L'autre hypothèse, nous dit-on, consisterait à transformer l'aciérie en une petite aciérie électrique qui, de toute façon, ne sauverait que quelques dizaines d'emplois...

Pourtant, depuis 1988, la sidérurgie refait des bénéfices. A la suite de dizaines de milliers d'emplois supprimés, elle avait été propulsée dans le peloton de tête des entreprises les plus «performantes» : aujourd'hui, Usinor-Sacilor se vante d'occuper la deuxième place au niveau mondial, après le groupe japonais Nippon Steel. Elle a réalisé 12 milliards de bénéfices en 2 ans, en 1989-1990 ; et même si depuis 6 mois les affaires sont un tout petit peu moins florissantes, les commandes d'acier ayant baissé notamment dans le bâtiment et l'automobile, elle est encore loin d'être sur le sable. Elle vient de racheter pour 9 milliards d'usines à l'étranger ces deux dernières années, en Allemagne et aux Etats-Unis, et l'entrée du Crédit Lyonnais au sein de son capital lui a apporté 2,5 milliards d'argent frais.

En fait, le prétendu retournement de la conjoncture n'est qu'un prétexte pour *«resserrer les boulons»*, comme disent les directeurs dans leur jargon, et tirer encore plus de profits sur le dos des travailleurs. Hier, il s'agissait de *«muscler l'entreprise»* en *«dégraissant les effectifs»* en douceur par le biais des mutations et des départs «naturels» à 50 ans. Aujourd'hui, c'est carrément une nouvelle saignée qui se prépare... mais qui pourrait bien mettre le feu aux poudres !

A Gandrange-Rombas «S'ils ferment l'usine il faudra le leur faire payer»

L'annonce des nouvelles fermetures qui se préparent n'a pas entraîné véritablement de stupéfaction dans l'usine : cela fait plusieurs mois déjà, depuis qu'il avait été prévu de fermer Uckange, que les travailleurs de Gandrange s'attendaient à un mauvais coup sur l'aciérie, la filière fonte étant à terme condamnée.

Une partie des travailleurs, âgés de près de 50 ans, espèrent pouvoir partir en dispense d'activité. Depuis mars 1991, en effet, la nouvelle «convention sur l'emploi» signée par certains syndicats avait mis fin aux départs anticipés à 50 ans, comme cela se faisait dans la sidérurgie depuis 1979. Mais il est prévu dans cette même convention de rétablir ces départs exceptionnellement sur les sites frappés par une restructuration lourde. D'où l'espoir des travailleurs les plus âgés de pouvoir bénéficier de cette clause...

Mais, pour la plupart des travailleurs, il est bien évident que la garantie qu'ils obtiendront sera à la mesure de la crainte qu'ils sauront inspirer à la direction. *«S'ils ferment l'usine, il faudra le leur faire payer»* disent certains. D'autres parlent de faire comme les mineurs de fer, qui sont sortis avec leurs engins et ont manifesté leur colère en dévastant le port de Richemont. *«On ne peut pas se laisser mettre à la porte comme des chiens»*, disent-ils.

La politique des syndicats

Les réactions des syndicats face au nouveau plan acier qui se prépare sont assez diverses.

D'un côté, il y a tous les syndicats signataires de la convention d'octobre 1990 – CFDT, CFTC, FO, CGC – qui crient à la trahison de l'accord par la direction. Cet accord, qui mettait fin à l'ancienne CGPS, prévoyait des départs en cessation d'activité à partir de 55 ans, une garantie d'emploi pour ceux qui ont atteint 50 ans, et des mutations pour les autres. Ces «mesures d'accompagnement» étaient destinées à faire passer la pilule des suppressions d'emplois dont le volume *«restait à définir par la direction chaque année en fonction des circonstances»*... Autrement dit, les victimes avaient ni plus ni moins signé un chèque en blanc à la direction pour lui permettre de licencier en douceur...

Quant à la CGT, qui n'avait pas signé l'accord, elle emploie un ton beaucoup plus radical et s'adresse aux travailleurs par des prises de parole dans les différents secteurs. Mais dans ces prises de parole, elle déplore le choix qu'a fait Usinor-Sacilor d'investir à l'étranger plutôt qu'en France et d'importer du minerai étranger en abandonnant la filière fonte phosphoreuse coulée à partir de la minette lorraine !...

5 000 suppressions d'emplois... sans compter la sous-traitance !

Si la fermeture des usines de Gandrange, des mines et des hauts fourneaux va provoquer 5 000 licenciements de sidérurgistes, c'est sans compter les travailleurs des entreprises de sous-traitance. Pourtant, dans ces immenses usines, il y a 600 entreprises extérieures qui interviennent. Depuis ceux qui changent les vitres ou qui nettoient les vestiaires jusqu'à ceux qui réparent les fours ou qui font rouler les locomotives, ce sont plusieurs milliers d'ouvriers qui n'auront plus de travail.

De tous ces travailleurs, personne ne parle et pourtant ils occupent un nombre considérable d'emplois qui disparaîtront.

En fait, quand la direction parle de 5 000 licenciements dans la sidérurgie, on peut multiplier par deux.

Les mineurs en colère

Le vendredi 13 septembre, 150 mineurs de fer, venus des trois puits de Mairy, Orne-Roncourt et Moyeuvre, menacés de fermeture, sont partis au port de Richemont où est déchargé le minerai importé d'Afrique et d'Amérique du Sud. Le cortège était composé d'une vingtaine d'engins utilisés pour extraire le minerai. Il a traversé la vallée de l'Orne. Arrivés au port de Richemont, les mineurs ont poussé dans le canal onze wagons, dont sept chargés de minerai. Puis ils ont arraché des centaines de mètres de voies ferrées utilisées pour le transport du minerai jusqu'aux hauts fourneaux de Lorfonte-Rombas. Ils ont aussi renversé sur leur passage, avec leurs gros engins, les pylônes électriques et les bureaux de la direction.

Cette action spectaculaire des mineurs de Lormines a suscité beaucoup de réactions de sympathie parmi les travailleurs de la région, durement touchée par les licenciements. Elle leur remonte le moral. Beaucoup sont inquiets pour leur avenir et ils approuvent ce mouvement de colère des mineurs.

Mobilité à tout-va

Pour procéder aux suppressions d'emplois, qui n'ont en fait pas cessé ces dernières années, la direction essaie de recourir aux mutations. On peut dire

sidérurgie

Explosion de colère des sidérurgistes, il y a quelques années.

Frilet

qu'elle met le paquet pour essayer de nous faire quitter l'usine.

Nous avons reçu des brochures avec, en couverture, des montgolfières qui s'élèvent et volent au gré du vent. Ces brochures vantent Unimétal, *«une entreprise d'avenir»* mais ailleurs qu'en Lorraine.

La direction a aussi créé une «cellule mobilité» mais, comme personne ne voulait partir, de grands panneaux publicitaires, style Giraudy, implantés dans l'usine, nous vantent les vertus de la mobilité. Sur la première affiche, il y avait un slogan : *«Notre nature est dans le mouvement, signé Blaise Pascal»*. Cela nous a fait rire, mais la seconde affiche dit : *«J'ai passé l'âge ?... Discutons-en»*, histoire de consoler les travailleurs de 50 ans qui ne peuvent plus partir. Très vite sont apparus des bombages qui ajoutent après : *«J'ai passé l'âge... qu'on me prenne pour un con»*. Si certains gars prennent leur compte, c'est moins par les encouragements de la direction que par dégoût de l'usine.

La direction a également créé des bourses de l'emploi et des panneaux vantant des places à prendre en région parisienne, dans le Nord, le Sud. Dans les services, on vous fait gentiment remarquer que vous n'êtes pas né en Lorraine, mais dans le Nord : *«Justement, dans le Nord, il y a une place à...»* Un autre, célibataire, s'est entendu demander s'il savait cuisiner, car il faudrait peut-être qu'il quitte ses parents...

Toutes ces mesures, nous les connaissons par cœur, car cela fait quinze ans qu'il y a la crise et qu'ils nous sortent les mêmes salades.

Correspondant LO

SNECMA - Gennevilliers

LA DIRECTION CRÉE SON ANTENNE "LICENCIEMENTS NÉGOCIÉS"

La direction de la SNECMA a décidé de restructurer les Ateliers et Services. Elle a donc annoncé avant les vacances qu'elle créerait une Antenne Formation Emploi afin de réduire de 120 personnes l'effectif total de l'usine de Gennevilliers d'ici la fin de l'année.

Le but recherché est d'inciter les départs volontaires moyennant un plan de financement pour des licenciements négociés.

La SNECMA ne manque pas d'idées en la matière. Elle propose par exemple à d'éventuels candidats au départ une formation «permis poids lourd» ou «taxi» leur assurant un emploi auprès de transporteurs ou de sociétés spécialisées, la condition impérative étant évidemment de s'engager par écrit à quitter l'entreprise.

Par ailleurs certains travailleurs proches de la retraite qui avaient espéré partir à 55 ans mais mis sur la touche par le nouvel accord «travaux pénibles» choisissent aujourd'hui l'option «départ volontaire» plutôt que d'attendre encore deux, trois ans ou davantage.

Enfin la direction propose aux travailleurs immigrés de rendre leur carte de travail, de retourner au pays moyennant des indemnités de licenciement plus ou moins importantes.

Tous ces procédés pour baisser les effectifs provoquent parmi les travailleurs une forte inquiétude surtout dans l'actuel contexte où les plans massifs de licenciements se succèdent dans les grosses entreprises du pays.

Bien sûr ce n'est pas l'envie et les raisons qui manquent à beaucoup d'entre nous de quitter l'usine : la production, le travail répétitif et sans perspectives. Ce qui explique sans doute que des travailleurs soient passés à l'Antenne pour s'informer ou pour avoir un entretien.

Pour l'instant la direction n'a atteint que partiellement ses objectifs (40 départs négociés pour l'instant) mais ses propositions, qu'elle veut alléchantes, ne provoquent vraiment pas l'enthousiasme.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Sans-logis du quai de la Gare

A PARIS, TOUJOURS RIEN DE PRÉVU POUR RELOGER LES TRAVAILLEURS JETÉS À LA RUE

(N. Quidu/GAMMA)

Une précédente manifestation, le 31 août.

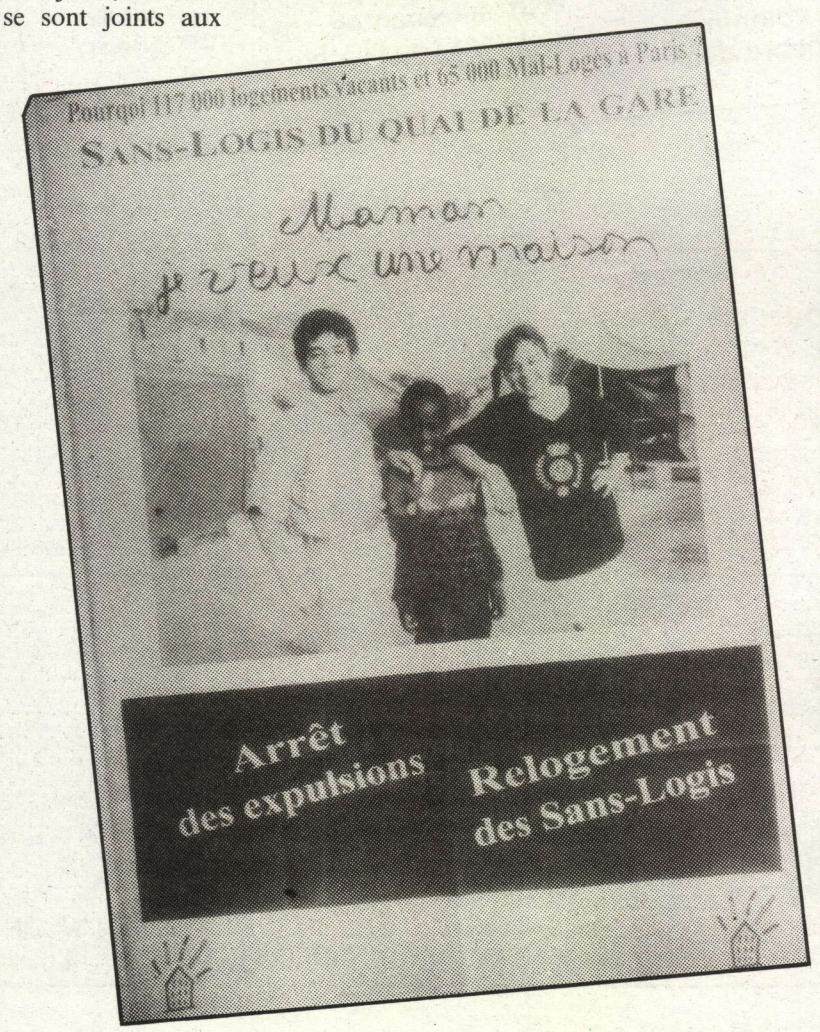
Devant l'intransigeance de la mairie et la mauvaise volonté de la préfecture, le sort des familles qui logent sous tente au 133, quai de la Gare n'est toujours pas réglé, et les familles, avec les associations qui les soutiennent, ont décidé de manifester le samedi 28 septembre, à 15 heures, depuis la place de la République.

Rappelons les faits. Le 13 juillet, une trentaine de familles de sans-logis, soutenus par le Droit au Logement (DAL), l'abbé Pierre, etc., ont «occupé» un terrain vague, juste à côté du chantier de la future «Très Grande Bibliothèque» et en face (de l'autre côté de la Seine) du somptueux nouveau ministère des Finances, quai de Bercy. Logés sous des tentes qui leur ont été fournies par des associations caritatives, ils vivent dans la poussière ou dans la boue, depuis plus de deux mois, et redoutent évidemment de devoir y passer l'hiver.

Au fil des jours, d'autres expulsés se sont joints aux premiers. Et c'est maintenant 104 familles, représentant en tout cinq cents personnes, dont plus de la moitié d'enfants, qui vivent là.

La plupart de ces familles habitaient auparavant dans Paris, et ont été expulsées par des opérations immobilières de «rénovation» de quartier, de «réhabilitation», ou tout simplement par des propriétaires cherchant à récupérer appartement ou immeuble. Toutes ces familles sont en situation régulière, ont un emploi (12 d'entre elles travaillent pour la Ville de Paris) et ont déposé, souvent depuis des années, une demande de logement.

Il s'agit de travailleurs qui, comme les dizaines de milliers d'autres avant eux, se trouvent expulsés de leur logement et de Paris, par le jeu «normal» de la spéculation immobilière. Et comme la crise du logement ne diminue pas, et que les prix ne cessent d'augmenter, il tend à devenir tout simplement impossible de se loger à Paris, et même en proche banlieue, pour des travailleurs pas bien riches. La liberté des prix dans l'immobilier, qui était censée relancer la construction et donc «l'offre», n'a fait qu'aggraver les choses.



LE «NIET» DE CHIRAC

La mairie de Paris a tout simplement refusé de s'occuper du sort des sans-logis, et même de discuter avec eux. Pour elle, la situation est simple : ils sont dans l'illégalité, doivent décamper d'un terrain appartenant à la Ville, et les sans-logis sont ou seront sur les listes d'attente, comme tout le monde.

Seulement c'est oublier que c'est la mairie elle-même qui favorise les opérations immobilières «de standing» qui aboutissent à l'expulsion des travailleurs. Chirac, Tibéri (l'adjoint au maire chargé du logement) et les promoteurs, c'est cul et chemise.

Au lieu d'essayer de régler le problème, la mairie a déposé plainte en justice pour occupation illégale d'un de ses terrains. Mais la justice, prudente, a pour le moment repoussé une éventuelle expulsion par la force.

Et la mairie a fait pire.

Le Droit au Logement a recensé de nombreux bâtiments inoccupés, dont certains appartenant à la Ville, en plus ou moins bon état, mais parfois parfaitement habitables. Ainsi la «Cité Débergue», rue du Rendez-vous dans le 12e, laissée vide dans le cadre d'une «opération à long terme 1995-1999», avec 50 logements disponibles immédiatement.

Dès que l'existence de ce lieu a été rendue publique par le DAL, la mairie s'est empressée de faire démolir les toits des bâtiments pour qu'ils deviennent inhabitables !

Le DAL a protesté et l'abbé Pierre s'est indigné *«d'acte vraiment fou et criminel»*. Il écrit : *«Il faut réclamer que le «propriétaire coupable» (notre Ville de Paris) soit mis en demeure IMMEDIATEMENT : 1° de replacer les toitures ; 2° louer ces appartements (les familles du quai de la Gare sont toutes solvables)»*.

LES ATERMOIEMENTS DE LA PREFECTURE

Contrairement à la mairie, la préfecture discute et cherche à se débarrasser du problème. Seulement elle se refuse à attribuer aux sans-logis des logements avec un bail en bonne et due forme, comme ils le réclament.

La préfecture a proposé des solutions «d'urgence» : des chambres d'hôtel, des centres gérés par le Bureau d'aide sociale, des bâtiments désaffectés (une résidence universitaire à Neuilly-sur-Marne, ce que le maire de cette cité a aussitôt refusé !) et enfin deux immeubles, boulevard Vincent-Auriol, dans le 13e, qui pourraient convenir... à condition que des travaux y soient effectués...

Le préfet de la région Ile-de-France et de Paris, M. Sautter, a annoncé que 600 logements seraient achetés par l'Etat dans de «l'ancien» et réhabilités en trois ans pour être proposés aux familles menacées d'expulsion ou expulsées. Mais, précisait-il, les occupants du quai de la Gare *«n'ont aucune priorité particulière»*. Alors...

Les familles, et le DAL qui les défend, veulent bien des solutions provisoires, des relogements «passerelles», mais à condition d'une part qu'il s'agisse de logements familiaux, et surtout qu'il y ait des garanties juridiques de relogement correct ensuite : *«Nous voulons une clé, un bail, un logement pour élever nos enfants»* résument les familles. C'est ce que le préfet (et une partie de la presse) qualifiait *«d'intransigeance des défenseurs des sans-logis»*.

C'est trop demander que des travailleurs soient logés décemment.

Selon les statistiques de l'INSEE, il y aurait 117 832 logements vacants dans Paris, et 65 000 familles mal-logées «prioritaires». Et cela ne tient pas compte des grands appartements sous-occupés par les riches. Il existe aussi une loi autorisant les pouvoirs publics, en cas de crise du logement (c'est le cas !) à réquisitionner les logements vides.

La loi est là, les logements sont là, mais les pouvoirs publics préfectoraux, même s'ils sont plus «causants», sont tout autant que Chirac du côté des promoteurs et autres requins de l'immobilier. Alors l'affaire du quai de la Gare est loin d'être réglée. Et même si elle finit par l'être, combien d'autres expulsions de travailleurs dans Paris relanceront le problème ?

MANIFESTATION

Le samedi 28 septembre
A PARIS, A 15 HEURES
PLACE DE LA REPUBLIQUE

Lutte Ouvrière, ainsi que de très nombreuses organisations, s'est jointe à l'appel à manifester *"Pour soutenir les familles du quai de la Gare, pour demander l'arrêt des expulsions et le relogement des sans-logis, et pour exiger de la Ville de Paris et des pouvoirs publics l'application du droit fondamental à un logement pour tous".*

La «lutte contre la drogue» a été mise à l'ordre du jour depuis quelques années par les pays occidentaux, en particulier par les Etats-Unis.

Le journaliste Alain Labrousse a voulu décrire ce qu'il appelle «les implications politiques et militaires du trafic», c'est-à-dire essayer de montrer, dans chacun des pays gros producteurs de drogue, qui organise le trafic, à qui il profite, quels sont les conflits (guerres civiles, répressions, rébellions) qui entretiennent ce trafic, et comment les pouvoirs locaux et les Etats-Unis s'en servent.

• LA DROGUE, L'ARGENT ET LES ARMES •

d'Alain Labrousse

C'est un sujet ambitieux, et l'ouvrage se présente comme une compilation, pays par pays, de ce que l'on peut savoir à ce propos. L'auteur passe assez rapidement sur la situation sociale et politique des pays dont il parle. On comprend bien que ce n'est pas son propos, mais cela rend la lecture de l'ouvrage difficile pour le lecteur qui, par exemple, pour comprendre ce que peut être le trafic de drogue en Birmanie, doit essayer de s'y retrouver entre les différentes forces armées qui combattent les militaires au pouvoir et entre les minorités qui réclament l'autonomie...

Le plus intéressant, c'est ce qu'il montre de la production de la drogue, qu'il s'agisse de l'héroïne ou de la cocaïne. Les plantes qui servent de matière première sont pratiquement toujours cultivées dans des régions où elle constituent, pour les paysans, le seul moyen de s'en sortir. Ainsi, la culture du pavot et la production de la drogue s'est développée en Afghanistan quand la guerre menée par les troupes soviétiques a entraîné une réduction considérable des surfaces cultivables. La culture des feuilles de coca est apparue à de nombreux paysans péruviens, habitant des vallées reculées, comme la seule issue : le prix garanti par l'Etat du kilo de maïs est de 65 centimes, celui du cacao de 13 F, celui des feuilles de coca de 20 F (il y a quatre récoltes de coca par an).

La «lutte contre la drogue» consiste soit à inciter les paysans à se reconvertir (mais sans leur fournir de débouchés ni leur garantir des ressources suffisantes pour vivre) soit, bien sou-vent, à détruire avec des défoliants plus ou moins dangereux, en même temps que les récoltes, toutes les cultures vivrières. Ces destructions poussent les paysans à la révolte. Elles expliquent, pour ne citer qu'un exemple, comment au Pérou le «Sentier Lumineux» peut devenir pour les paysans dépossédés la seule force capable de les protéger un tant soit peu. Cette politique de destruction, quand elle est le fait des Etats-Unis par le biais des forces de la DEA (Drug Enforcement Agency) en Amérique centrale, amène les paysans à se sentir solidaires, contre les Américains, des trafiquants et même des gros bonnets locaux de la drogue. Et c'est une politique qui ne sert à rien... contre la drogue, puisque dans la plupart des cas les destructions n'entraînent qu'un exode de la culture des plantes, qui se reconstitue en d'autres lieux. La lutte anti-drogue a, en revanche, pour les Etats-Unis, l'avantage de lui permettre d'obtenir l'accord des gouvernements locaux pour intervenir dans les pays qu'elle considère comme sa chasse gardée...

Alain Labrousse rappelle d'autre part que, si l'attention du public français est polarisée sur l'Amérique centrale, la drogue vient en fait des pays pauvres de tous les continents : 80 % de la consommation européenne en héroïne vient ainsi du Pakistan. De nombreux reportages ont décrit ce qui se passait en Colombie. Mais on est plus discret, en Occident, sur les «parrains» pakistanais qui vivent dans un luxe digne des Mille et une nuits, les convoyeurs qui n'hésitent pas à utiliser des roquettes et des mortiers contre les forces de l'ordre, les politiciens corrompus qui forment un véritable groupe parlementaire de trafiquants. L'auteur montre bien, à travers l'exemple de ce pays, comment l'argent de la drogue, sous-produit du sous-développement du pays et de la guerre d'Afghanistan, apporte sa contribution grandissante à la pourriture du système politique.

On est plus discret aussi, ici, sur l'explosion des cultures de cannabis et du pavot au Liban, dans la plaine de la Bekaa. Dans un cas comme dans l'autre, l'argent de la drogue a servi, avec la complaisance ou sur l'instigation des services secrets régionaux et ceux des grandes puissances, à alimenter en armes les factions qu'ils veulent soutenir.

C'est ce qui s'était passé en Amérique centrale - où par exemple, par divers biais, l'argent de la drogue servait, sous le contrôle de la CIA, alors dirigée par le futur président Bush lui-même, à alimenter la «Contra» anti-sandiniste, quand les services secrets américains misaient sur elle, alors que le Congrès américain avait décidé de ne pas la soutenir financièrement.

Mais si les pays pauvres continuent à produire de la drogue, conclut Alain Labrousse, c'est bien qu'à l'autre bout de la chaîne il y a, dans les pays riches, ceux qui consomment de la drogue et ceux qui en profitent : les revendeurs (un kilo de poudre blanche, dont la production revient à 1 500 dollars, est négocié sur place à 5 000 dollars et revendu au détail entre 150 000 et 200 000 dollars), mais aussi ceux qui «blanchissent» l'argent de la drogue qui finit par arriver dans les banques.

De nombreux passages de *La drogue, l'argent et les armes* se lisent comme un reportage. L'ensemble de l'ouvrage, cependant, se présente comme une compilation de faits, détaillée certes, mais ardue à lire jusqu'au bout. Cela dit, le livre condense un certain nombre d'informations utiles à qui veut se faire une idée de ce que recouvre la «lutte contre la drogue» menée par les polices occidentales et en particulier par les Etats-Unis...

Sylvie FRIEDMAN

La drogue, l'argent et les armes *d'Alain Labrousse - Ed. Fayard - 480 p. - 140 F.*

Champ d'opium en Thaïlande : de quoi survivre pour bien des paysans pauvres.

(AFP)

(AFP)

Cocaïne saisie à Paris : des milliards pour les trafiquants.

Maroc

NOUVEAU LOOK D'UN DESPOTE POUR UNE VIEILLE DICTATURE

(GAMMA)

Tazmamart, le bagne inavoué.

Le bagne de Tazmamart n'existe plus ! Cette prison, ce véritable mouroir où Hassan II faisait jeter les détenus au fond d'oubliettes sans lumière, sans air, avec à peine de quoi manger pour n'y mourir qu'à petit feu, serait donc enfin détruit. La forteresse, située en plein désert montagneux au bout d'une piste sans indication, au nord-est d'Er Rachidia, a été évacuée et rasée.

Pourtant, pour les autorités marocaines, Tazmamart n'existait pas. Hassan II lui-même en avait contesté l'existence cet été à *TF1*, déniant toute vérité aux témoignages sur ce sujet, car *"les témoignages ne valent que par les témoins"*, et les témoins étaient des bagnards condamnés au silence et à l'isolement à perpétuité. Le ministre de l'Intérieur et de l'Information marocain était revenu à son tour sur ce bagne pour en nier carrément l'existence, toujours à *TF1* récemment, car ce bagne *"n'existe que dans l'esprit et l'imagination des gens malveillants vis-à-vis du Maroc"*.

Mais voilà, le roi est tout-puissant. Il fait même des miracles. Le bagne qui n'existait pas a été détruit. Les affirmations mensongères du roi et de son ministre de l'Information, Driss Basri, n'en sont pas devenues vraies pour autant, mais presque. Pour rappeler que le bagne n'existe plus mais a existé... il n'y aura que les mauvaises langues ou les détenus qui ont réussi à survivre, si le roi leur rend un jour la liberté, comme il semble en être question.

Les survivants de Tazmamart seraient principalement des militaires, une soixantaine, relégués dans cette forteresse bien qu'ils aient pour la plupart purgé leur peine, les uns pour participation à la tentative de putsch de Skirat en juillet 1971, les autres pour l'attaque du Boeing royal en août 1972. Actuellement ils ont été évacués vers d'autres prisons officielles ou officieuses, ou même des hôpitaux, pour être remis autant que possible en forme avant une éventuelle libération. Des grâces royales ont été annoncées d'autre part, à l'occasion de la fête religieuse du Mouloud. 50 détenus de droit commun ont bénéficié d'une remise de peine totale et une soixantaine d'autres d'une remise partielle.

Hassan II viderait-il ses prisons ? On en est loin encore. Mais avec la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques parmi les plus voyants, avec la libération d'Abraham Serfaty que doit suivre celle des militaires qui ont comploté la fin du roi, Hassan II fait incontestablement un geste. Et cela, au moment même où il annonce son voyage aux USA. La presse souligne que Baker, l'envoyé spécial du président américain Bush, avait insisté, en août dernier, sur le prix que les Etats-Unis attachaient à la destruction de quelques symboles trop voyants et odieux de la dictature chérifienne. Dont acte. Hassan II, roi tout-puissant du Maroc, ne l'est que par le bon vouloir de ses amis le "libéral" Bush et le "démocrate" Mitterrand.

Mais, des gestes de ce genre, il en reste encore beaucoup à faire, car il reste selon l'Association des droits de l'homme au Maroc 785 détenus politiques au Maroc et plus de 800 autres séquestrés à la forteresse de Kalaat M'Gouna. Les protecteurs d'Hassan II se satisferont-ils des premiers gestes de celui-ci, ou lui en demanderont-ils davantage, avant de feindre de croire au nouveau look de "démocrate" de celui qui n'a jamais régné pourtant que par la peur et en maintenant la plus odieuse des dictatures ? Une dictature de quelques très riches sur des millions de pauvres et de très pauvres. Et c'est en cela qu'elle est une dictature amie et protégée des capitalistes occidentaux.

Car à l'ombre de la dictature, ils peuvent exploiter une main-d'œuvre bon marché, exemptés d'impôts et de charges diverses. Un pays où l'exploitation capitaliste peut être reine grâce à Hassan II et à son armée de flics et de mouchards.

Cécile BERNIER

Les organisations signataires de l'Appel pour les Droits de l'Homme au Maroc

organisent une soirée de solidarité pour les droits de l'homme au Maroc et la libération de tous les prisonniers politiques.

le 3 octobre 1991
à 20 h 00 à la Mutualité

avec la participation d'Abraham Serfaty.

LES NOUVELLES MENACES DE BUSH CONTRE L'IRAK ET SES DIFFICULTÉS À FAIRE LA POLICE AU MOYEN-ORIENT

Lundi 23 septembre, à la tribune de l'ONU, le président américain Bush a une fois de plus menacé l'Irak de représailles militaires, et affirmé que les Etats-Unis sont décidés au maintien des sanctions économiques vis-à-vis de l'Irak aussi longtemps que Saddam Hussein restera au pouvoir.

Et Bush a annoncé l'envoi de renforts aériens américains dans le Golfe et l'éventuelle escorte, par des chasseurs de l'aviation américaine, des hélicoptères des experts de l'ONU chargés de contrôler, sur tout le territoire irakien, le démantèlement des installations militaires de l'Irak et la destruction d'une grande partie de son armement.

En guise de prétexte à ce regain de tension, le gouvernement américain invoque le fait que le gouvernement irakien ferait obstacle à l'activité de ces experts. Il reproche notamment à Saddam Hussein d'empêcher le contrôle des installations nucléaires, affirmant que l'Irak serait bien plus avancé qu'on ne le dit dans les recherches de mise au point d'une arme atomique.

Le lendemain, mardi 24, après un nouvel incident entre les agents de l'ONU saisissant des archives et les autorités irakiennes voulant les reprendre, l'ONU a lancé un ultimatum à Saddam Hussein, exigeant totale liberté de manœuvre pour ses représentants.

Le soi-disant danger que ferait planer sur le monde la bombe atomique que l'Irak ne possède pas encore sert encore une fois de prétexte à une nouvelle menace de démonstration de force américaine.

Mais, derrière le petit bras de fer qui se joue entre les USA et le régime irakien à propos de la mission des enquêteurs de l'ONU, il y a bien autre chose que cette question de réduction de la puissance militaire de Saddam Hussein, qui sert de prétexte à l'incident. D'autant que la seule efficacité de l'armée de Saddam Hussein, au lendemain de la guerre du Golfe comme à la veille de celle-ci, a été celle manifestée dans la répression de son propre peuple, sous l'œil bienveillant des grandes puissances, USA en tête.

La guerre du Golfe a permis à l'impérialisme américain d'affirmer sa suprématie sur toute cette région si riche en ressources, d'y renforcer à cette occasion la place de ses trusts au détriment de leurs concurrents anglais, français ou japonais, quitte à devoir y assumer toutes les tâches de police, sous couvert de l'ONU ou pas.

Les Etats-Unis ne seraient pas mécontents de parfaire leur victoire militaire en obtenant l'élimination du dictateur irakien qui avait osé défier quelques-uns de leurs intérêts. Le maintien du blocus économique et les menaces militaires pourraient être des moyens de convaincre certains, parmi les chefs mêmes de l'armée de Saddam Hussein, de la nécessité d'un retournement politique en faveur des USA. Mais encore faudrait-il trouver parmi eux un remplaçant à Saddam plus à la solde des USA, mais tout aussi capable que lui de continuer à mater le peuple irakien et à lui faire accepter sa misère, une misère que la guerre a encore profondément accrue. Ce qui ne dépend pas du seul bon vouloir américain.

Il est plus facile de gagner une guerre-éclair contre l'armée d'un pays pauvre, avec l'armée cent fois plus puissante du pays le plus riche du monde, que de mettre en place un ordre policier capable d'éviter les explosions sociales.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995